N° 49
7e Année

Défense de l'Occident

JANVIER
1958

Revue mensuelle politique et littéraire

HP
2
.D32

SOMMAIRE

— Après la Conférence de Paris 3
— Une Conversation entre André FROSSARD et Paul SÉRANT sur la politique et la liberté 10
— M. BARDÈCHE : Jean-Paul Sartre et « La reine de Césarée ». 19
— Juan PERON: Bilan du Justicialisme (II) 30
— Pierre HOFSTETTER : Bevan le Terrible 41

CHRONIQUES.

— La chronique du mois de J. POILLOT 46
— Les notes du mois de l'huissier sans chaîne 55
— La chronique européenne de P. SAUCHET 57
— Informations européennes 61

ÉTUDES.

— B. VORGE : Une enquête sur la jeunesse 66

LES LIVRES DU MOIS, par B. VORGES :

Cecil Saint-Laurent : « Prénom Clotilde ». — Jean Duvignaud : « L'or de la République ». — Maurice Schumann : « Le vrai malaise des Intellectuels de gauche ». — Ph. Saint-Germain : « La fonction patronale » 73
— A propos de « Le pont sur la rivière Kwaï » 81
Les deux morales (B. VORGE).
— Lettre d'Algérie 85

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, 51, rue de la Harpe, Paris (5e) (Bureau de la Librairie Française).

CORRESPONDANT RESPONSABLE EN BELGIQUE : M. Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles.

CORRESPONDANT A ALGER : M. Yves Jeanne, 8e Groupe, Bt C., boulevard Lutaud, Alger.

Abonnement. — 1 an : 1.200 fr. ; Etranger : 1 an : 1.400 fr.
Soutien : 3.000 fr. — Propagande : 5.000 fr.
C. C. P. : 2182-19 PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DÉFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N° .....

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

.....

Signature

Abonnements. — 1 an : 1.200 fr.

Etranger : 1 an : 1.400 fr.

Soutien : 3.000 fr.; propagande : 5.000 fr.

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à : Les Sept Couleurs, 51, rue de la Harpe, Paris-5e, C.C.P. 2182 19 Paris.

LES IDÉES ET LES FAITS

APRÈS LA CONFÉRENCE DE PARIS

LES victoires les plus spectaculaires de l'histoire, on le sait, sont celles qui font intervenir soudainement une arme inédite. Rien n'est plus avantageux que d'être muni de fusils contre un ennemi armé de lance-pierres : c'est la situation que les princes et les généraux ont toujours cherchée. Jusqu'à présent les Européens s'étaient toujours trouvés dans cette situation avantageuse, qui fut, il faut bien l'avouer, tout autant que leur visage blanc, que la capacité de leur boîte crânienne et que leur supériorité culturelle, à l'origine de leur hégémonie. Pour la première fois, les peuples d'Europe et même ce qu'on appelle les peuples d'Occident viennent de perdre cet avantage : c'est à la fois un événement capital et une situation dramatique sur lesquels on ne méditera jamais trop.

Inutile de revenir sur les causes, cela n'arrange rien. Que l'écroulement de l'Allemagne ait été pour l'Occident tout entier la plus sombre et la plus tragique des catastrophes, que cette catastrophe ait été aggravée encore par l'effarante légèreté avec laquelle Roosevelt et Eisenhower laissèrent les Russes razzier les savants, les techniciens, les installations, les dossiers scientifiques dans la moitié de l'Allemagne, que rien n'ait été prévu, qu'aucune action préventive n'ait été entreprise, quand il en était temps encore, pour réparer de telles fautes, ce sont des évidences sur lesquelles il ne sert à rien d'épiloguer et qui doivent seulement nous avertir qu'il n'est pas toujours rassurant que votre sûreté et notre avenir dépendent du président des Etats-Unis.

Enfin, quoi qu'il en soit, voici le point où nous en sommes. La Russie soviétique dispose de jolies sarbacanes qui peuvent lancer avec une grande précision leur bombe à hydrogène de n'importe quel point du globe sur New-York, Pittsburg ou Chicago ; les sarbacanes des Américains ne peuvent atteindre

les villes et les usines soviétiques que si elles sont lancées à partir des territoires qui bordent l'Union Soviétique. Il y a toutefois deux circonstances : la première c'est que les Soviétiques n'en sont pas encore à fabriquer en série leurs jolies sarbacanes comme on fabrique des 4 CV ; la seconde c'est que les Américains disposent pour l'instant des territoires limitrophes de la Russie soviétique.

La conférence de Paris a eu pour objet, bien qu'on ne l'ait pas dit trop clairement, d'exposer ces brillants résultats de quinze ans de gestion américaine des affaires de l'Occident et d'en tirer la conclusion, en demandant à nos pays leur accord pour installer sur leur sol les rampes de lancement que les Américains ont besoin de posséder à proximité de l'Union Soviétique pour compenser leur infériorité technique. Les hommes d'Etat de l'Union Soviétique avaient pris soin depuis plusieurs mois de préparer cette conférence en faisant connaître à tous les pays limitrophes des Soviets et en général à tous les pays d'Europe les inconvénients stratégiques auxquels ils s'exposaient en accordant cette concession.

Les participants de la conférence se sont séparés sans rien décider de précis. Ils ont dit comme le père Grandet : « Je verrai ». Et ils doivent prendre prochainement leur décision par des conversations directes avec le commandement de l'OTAN. Certains pays, comme la Belgique, ont déjà fait connaître leur décision de refuser ; d'autres, comme l'Allemagne, sont très réticents ; d'autres, comme la France, paraissent avoir accepté le principe.

Telle est la situation à laquelle nous ont amenés, à laquelle devaient nous amener dix ans de paresse intellectuelle, d'inertie plus ou moins consentie, et par dessus tout le refus sournois et obstiné de constituer une communauté européenne indépendante, refus dont une partie de l'opposition nationale partage la responsabilité avec les communistes aux bulletins de vote desquels elle a mêlé ses propres bulletins.

⁂

Ceux qui lisent notre revue depuis plusieurs années savent que nous n'avons jamais cessé de demander qu'on songe sérieusement à la seule solution qui pouvait nous éviter le dilemme. Cette solution comportait la réalisation d'une communauté européenne, indépendante des deux blocs américain et soviétique, armée de manière à pouvoir assurer seule sa défense et éliminant sur son territoire les partis communistes qui sont, en

réalité, un élément opérationnel de type moderne de l'armée soviétique. Hors de cette solution, nos pays d'Europe sont, en réalité, disions-nous, des protectorats américains, leur liberté et leur vie dépendent de la force militaire et économique des Etats-Unis dont la direction nous échappe et notre destin peut dépendre un jour de la décision d'un président des Etats-Unis sur le choix duquel nous n'avons aucun pouvoir. Même les groupes nationaux regardaient ce programme avec hostilité, les uns parce qu'il était question d'Europe, les autres parce que nous n'étions pas dans la ligne pro-américaine. Et pourtant le jour que nous prévoyions est venu. Et il trouve nos pays sans défense, n'ayant rien préparé et n'ayant rien construit et contraints de faire au hasard une réponse qui nous expose soit à la destruction, soit à la conquête.

Car c'est exactement à cela que se résume le choix. Si les armes de représailles américaines se trouvent sur notre territoire, il est certain que leurs rampes de lancement seront l'objectif de bombardements par bombes atomiques : le maréchal Boulganine dit une chose évidente en signalant cette conséquence comme inévitable. D'autre part, si nous cédons au chantage soviétique une première fois, ce chantage se répètera chaque fois que nous voudrons installer dans nos pays des moyens de défense véritables et notre existence ne sera tolérée que dans la mesure où elle sera inoffensive, où nos pays seront désarmés militairement d'abord, puis politiquement contre la pénétration soviétique, c'est-à-dire qu'on ne nous laissera vivre qu'à la condition de devenir des pays satellites.

Ce n'est pas tout d'exposer ces deux dangers, il faut aussi les peser.

Le premier n'existe qu'en cas de guerre. Nous avons donc à nous demander pour l'apprécier si la guerre est probable. Dans une période d'infériorité technique des U.S.A.., il est peu probable que la guerre soit déclenchée par eux. Il est peu probable également qu'elle soit déclenchée par les Soviets qui pensent avoir des armes moins aléatoires que la guerre pour s'assurer un jour ou l'autre la conquête du monde. Une guerre est, de plus, peu probable de leur part si des rampes de fusées américaines existent en Europe, parce qu'ils s'exposent à des représailles aussi violentes que les coups qu'ils peuvent porter.

La guerre serait donc en fait très peu probable et la première hypothèse peu dangereuse en réalité, si les Soviets *produisaient* dès maintenant ou pouvaient produire très prochainement en nombre suffisant des fusées intercontinentales. Mais il n'est pas sûr que ce soit le cas. On peut donc craindre que les U.S.A.

ne profitent des rampes de lancement européennes qui prolongent provisoirement leur supériorité pour faire une guerre préventive destinée à empêcher les Soviets de produire leur arme redoutable. Il est très peu probable également que les Américains soient en mesure de prendre une telle décision et de l'imposer à leur opinion, puisque, dans un cas analogue et au moment où ils possédaient une supériorité bien plus forte, ils ont refusé cette politique. Les risques évoqués dans la correspondance de M. Boulganine sont donc en réalité peu vraisemblables puisqu'ils se réfèrent à un mode de guerre auquel ni l'un ni l'autre des Blocs opposés n'ont envie de recourir, tandis que notre temps est au contraire celui des conquêtes d'un tout autre type et menée par de tout autres méthodes.

Le second péril, au contraire, nous met sur la voie d'une politique de capitulation qui ne peut avoir pour résultat que l'absorption de l'Europe par la puissance soviétique. Le refus d'avoir des armes modernes — et cela s'applique aussi bien aux fusées qu'aux bombes atomiques — repose sur une conception fausse de la neutralité. Un pays neutre qui refuse d'avoir pour sa défense des armes égales à celles de ses voisins, est en fait un pays qui constate sa propre faiblesse et *s'en remet à la bonne foi que ses voisins* pour que son indépendance soit respectée, promettant en échange de n'adhérer à aucune coalition et de ne se rallier à aucune politique. Cette situation, qui fut celle de la Belgique et de la Suisse, il suffit de l'énoncer pour sentir combien elle est précaire dans le monde actuel. Si l'Europe demandait à bénéficier d'une telle neutralité et que les Etats-Unis constatent l'impossibilité de la défendre, quel pensez-vous que puisse être le destin des pays d'Europe ? A plus ou moins brève échéance, cette Europe neutre deviendrait une Europe satellite du communisme. Elle le deviendrait d'autant plus vite que sa neutralité lui interdirait de se réclamer du Bloc idéologique des démocraties et lui ferait un devoir de laisser se développer librement le communisme. Krouchtchev a déjà très bien expliqué ce que serait, selon lui, une telle Europe neutre : ses gouvernements seraient des gouvernements de front populaire dans lesquels la neutralité idéologique serait exprimée par l'association au pouvoir des communistes et des libéraux. On sait ce que donne ce mélange.

On dira qu'en fait il n'est pas question de cela, mais simplement de refuser les rampes de fusées. Bien sûr, mais cette faiblesse devant un premier chantage contient toutes les autres. Car, si nous refusons *pour éviter des risques* les rampes de fusées, on nous invitera à refuser aussi, pour la même raison,

le stockage des bombes atomiques sur notre sol et même la présence de bombes atomiques et notamment l'existence d'une artillerie atomique en Europe. On nous expliquera alors que cela ne suffit pas à nous mettre à l'abri, car des forces conventionnelles américaines stationnées en Europe peuvent être pourvues très rapidement en cas de conflit d'une artillerie atomique ou d'une aviation atomique. Et on nous pressera de conclure que le seul moyen d'éviter la destruction est de refuser également la présence des troupes américaines en Europe. Et, ce point étant obtenu, l'Europe qui n'a que des armées notoirement insuffisantes pour sa défense, n'est-elle pas acculée, malgré elle, à ce pacte de neutralité dont on lui fera miroiter tout d'abord les immenses avantages avant de lui en révéler peu à peu le véritable contenu ?

Que doit donc être en réalité une véritable politique d'indépendance européenne ? Elle doit être une politique de neutralité armée qui permette à l'Europe de se passer un jour des Etats-Unis, mais qui ne l'expose pas aux diktats de l'Union Soviétique. Les pays d'Europe unissant leurs forces, soit sous une forme confédérale, soit par une communauté plus étroite, doivent se donner l'armement moderne qui leur permettra seul de répondre à la menace par une menace égale et de ne céder à aucun chantage. Tant que ces armes modernes destinées à relever les armes américaines ne sont pas à notre disposition, il est imprudent et il peut être mortel que nos pays restent sans protection. Notre politique aurait dû consister depuis dix ans à hâter de toutes nos forces le jour où nos pays, enfin unis et armés, auraient pu s'affranchir de la tutelle des Etats-Unis : tout au contraire -elle a consisté à différer ce jour et à remettre de plus en plus à une nation étrangère la charge de notre sécurité. Nous ne pouvons même pas vouloir et aujourd'hui nous ne pouvons même pas choisir parce que nous n'avons pas su prévoir. Et aujourd'hui, réalisant mais trop tard, de quel prix il faut payer la protection des Etats-Unis, nous refusons de payer la note dont n'importe qui, un crayon à la main, pouvait depuis bien longtemps nous annoncer le montant. Mais nous qui avons dit tout cela quelques années avant qu'on le découvre, nous avons le droit de dire aujourd'hui que ce refus qui vient trop tard est absurde et puéril.

Enfin, répétons-le, toute communauté ou confédération européenne n'assurera efficacement sa défense que si, dans les Etats qui la composent, l'interdiction du parti communiste est une règle fondamentale. Non seulement parce que les communistes seraient les saboteurs de toute défense nationale. Mais aussi

parce que le parti communiste n'est plus, en fait, dans le monde moderne, un parti politique, mais une armée civile et politique dont l'action est coordonnée avec les plans de la direction politique des Soviets, c'est-à-dire, en définitive, avec les plans de l'Etat-Major soviétique.

Les découvertes de l'époque moderne ne permettent plus à nos petits pays de jouer un rôle dans la compétition mondiale. Les immenses richesses du Sahara, même si elles nous donnent une chance inespérée, ne peuvent pas être mises en valeur et exploitées par nous seuls. Nous avons pris trop de retard dans trop de domaines pour espérer que la France puisse d'ici à quelques années posséder elle aussi des bombes à hydrogène, des fusées intercontinentales, un aviation stratégique, une flotte atomique, des satellites artificiels et faire en même temps l'immense effort d'explorer et d'équiper l'empire nouveau que nous venons de découvrir dans notre empire. Or, cette dotation qu'il est absurde de penser que nous puissions nous donner, c'est celle d'un grand Etat moderne. Sans elle, un pays est à la merci des pressions et des chantages. Sans elle, il devient, sans l'avouer, un Etat vassal. Nous n'avons le choix qu'entre une association, *s'il en est temps encore,* qui nous permette d'acquérir ces moyens par une action commune ou une alliance étroite avec les Etats-Unis qui fera de nous pour le meilleur et pour le pire le satellite et le parasite d'un pays dont les chefs politiques échappent à notre choix et la politique à notre contrôle. L'Europe est aujourd'hui la seule solution qui nous permette de ne pas être une colonie américaine.

Elle est aussi la seule solution qui nous permette d'être neutres dans un conflit entre les deux Blocs si celui-ci éclatait un jour. Et surtout de pouvoir jouer un rôle utile d'arbitrage et d'intermédiaire qui peut aider à maintenir la paix dans le monde. Une Europe forte est un élément de paix ; une Europe faible est une occasion de guerre.

Mais pour réaliser cette troisième force dans le monde, il faut que l'Europe sorte de l'état de convalescence et d'impuissance dans lequel elle se trouve et, par conséquent, pendant quelques années, il faut qu'elle soit protégée contre les pressions et les chantages par lesquels on essaiera inévitablement de freiner sa constitution. Le but de tout Européen devrait être, en effet, de voir arriver le jour où il n'y aura plus en Europe ni fusées américaines, ni bombes américaines, ni troupes américaines, ni bases américaines, mais à leur place des fusées européennes, des bombes européennes, des troupes européennes et des bases européennes. Mais pour voir arriver ce jour, pour assurer cette

relève, il faut d'abord qu'il y ait chez nous des fusées, des bombes et des bases, à l'abri desquels nous pourrons constituer les nôtres. C'est une folie pour des nationaux de faire de l'anti-américanisme hystérique et de crier « *Ridgway go home* » avec les communistes, au lieu de travailler avec sang-froid et avec entêtement à créer les conditions, manifestes depuis longtemps, qui nous permettront de nous affranchir un jour de la lourde, mais inévitable tutelle des Etats-Unis.

Seulement le temps presse. Nous ne pouvons pas nous permettre de prolonger indéfiniment le temps pendant lequel nous ne serons pas maîtres de notre destin. Même si l'Europe des technocrates ne nous donne pas satisfaction — et nous sommes très loin en effet d'être satisfaits par elle — même si l'Europe a mal commencé — car la communauté militaire et la communauté politique étaient plus urgentes que le marché commun — il ne faut pas cesser de se dire qu'elle reste un objectif essentiel et urgent. C'est le message le plus clair qu'ait envoyé le satellite russe qui se promène dans notre ciel. Mais aurons-nous encore le temps ?

Maurice BARDÈCHE.

A NOS LECTEURS, A NOS ABONNÉS

Défense de l'Occident vous présente ses vœux les meilleurs pour l'année 1958 et vous remercie de votre fidélité et de votre sympathie. A tous nos camarades en France, dans l'Union Française, en Europe et en Amérique, nous adressons notre salut cordial et nous leur disons : « Aidez-nous, groupez-vous, faites connaître nos idées pour ce qu'elles ont de bon sens et de salut ».

Une conversation entre André FROSSARD et Paul SERANT sur LA POLITIQUE ET LA LIBERTÉ

Il y a quelques mois, Maurice Bardèche dénonçait ici ce qu'il appelait « l'opération atrocités », c'est-à-dire l'exploitation des excès de la répression française en Algérie par les complices avoués ou sournois du terrorisme algérien.

Si nous avons demandé à André Frossard et à Paul Sérant d'examiner les problèmes soulevés par la répression, c'est précisément parce qu'ils peuvent le faire en toute indépendance, n'ayant ni l'un ni l'autre aucune sorte de sympathie et de complaisance pour les thèses progressistes.

Nous tenons d'autre part à rappeler que André Frossard et Paul Sérant ne sont pas de ceux qui ont fait le silence devant l'Epuration. Sous le pseudonyme de *Rayon Z*, André Frossard n'a cessé de protester dans *L'Aurore*, contre les iniquités résistentialistes. De son côté, Paul Sérant a publié un roman, *Les Inciviques*, qui, parce qu'il évoquait objectivement le drame de quelques jeunes collaborationnistes, a été soigneusement passé sous silence par la grande presse. C'est assez dire que les deux écrivains peuvent prendre la parole sur le drame algérien sans donner prise aux arguments d'une politique d'indignation à sens unique.

⁂

Paul SÉRANT : Je suis très heureux de pouvoir parler avec André Frossard après son article sur l'affaire Bouhired, non seulement à propos de cette affaire, mais sur l'ensemble des problèmes que pose la répression française en Algérie. Après les polémiques suscitées par différents témoignages, notamment par les livres de Pierre-Henri Simon et de J.J. Servan-Schreiber, après les difficultés de la Commission de Sauvegarde, il apparaît que si les exactions ne sont pas systématiques, elles ne peuvent pas non plus être considérées comme exceptionnelles. C'est donc le problème humain de la guerre moderne qui se pose à nous. Comment assurer la protection de l'être hu-

main au sein d'une situation créée par le terrorisme révolutionnaire, situation qui n'a évidement que de lointains rapports avec la guerre classique ? Telle est la question dont j'aimerais discuter avec André Frossard. Mais parlons d'abord de l'affaire Bouhired...

André FROSSARD : L'affaire Bouhired n'a pas un intérêt seulement par elle-même. Comme le disait Paul Sérant, le cas qu'elle pose est général. Ça fait des mois qu'on entend parler de sévices, de tortures, de méthodes qui ressemblent fâcheusement à celles de la Gestapo. Les premiers temps on n'a rien dit parce qu'il est toujours délicat de fournir, comme on dit, des armes à l'adversaire. On pouvait croire raisonnablement aussi qu'il s'agissait de cas isolés. D'autre part les témoignages étaient toujours très indirects. Le livre de Servan-Schreiber n'apporte rien du tout de précis sur le sujet. C'est un pur exercice de polémique romancée. Le livre de Pierre-Henri Simon, lui, est beaucoup plus précis, mais malheureusement ce n'est pas un témoignage direct. Je crois que tout lui est venu par des témoignages de seconde main. Puis on a nommé la commission de sauvegarde. On pouvait se dire, avant : c'est très ennuyeux ces histoires, il n'y a pas de fumée sans feu, que se passe-t-il ? On a fait malgré soi confiance à cette commission qui avait été établie par Guy Mollet pour rechercher les cas en question, puis on n'a plus entendu parler de rien, sinon que la commission s'est dissoute littéralement elle-même.

Eh bien, enfin, avec le cas Bouhired, il y a un témoignage direct. Naturellement, on réplique que c'est l'accusée elle-même qui accuse ses juges, mais il est rare qu'on torture sur invitation, n'est-ce pas ? Si on récuse le témoignage de l'accusé parce qu'il est accusé, le témoignage des avocats parce qu'ils sont les avocats, et puis les rapports médicaux sous prétexte que les médecins n'ont pas assisté aux tortures, alors c'est très simple, il n'y aura plus jamais aucun cas de torture nulle part. Il me semble que le ton de la plainte de cette jeune fille, le ton de ses avocats, et puis aussi ce qu'on peut lire entre les lignes des rapports médicaux confirment les plus tristes hypothèses... On ne peut plus douter maintenant qu'il y ait des tortures. Je ne dis pas qu'elles soient érigées en système, mais elles risquent de le devenir, parce qu'on commence toujours par torturer les coupables pour les faire avouer ou pour obtenir des renseignements, puis on finit par torturer les innocents pour s'assurer qu'il n'y a pas de renseignements à obtenir. C'est

l'enchaînement fatal de la torture. Or non seulement les Français mais les chrétiens ne peuvent pas admettre qu'on porte la main sur un innocent. L'innocent porte un nom chez les chrétiens, c'est toujours le même.

Paul SÉRANT : Alors, à partir de là, que pouvons-nous faire ? Il y a d'abord, me semble-t-il, un problème de méthode. Il est très mauvais d'insister dans des articles sur les aspects les plus horribles de la guerre ou de la révolution ; je suis contre un luxe de détails, contre un luxe de photographies, de documents, parce qu'il me semble que le sadisme est communicatif. Il faut toujours penser que certaines révélations n'auront pas l'effet recherché et qu'elles auront plutôt l'effet contraire, en tout cas sur des natures faibles ou médiocres. A propos d'un document établi par les services de M. Robert Lacoste, *L'Express* disait récemment : « Nous ne donnerons pas de publicité à ce document parce qu'il ne peut qu'aggraver la haine entre Européens et Musulmans, créer et augmenter la psychose de haine entre les deux communautés », et j'avoue que sur ce point je suis d'accord avec *L'Express*, je pense qu'en effet il y a un racisme sous-jacent, une sorte de haine du Bougnoul qu'il ne faut évidemment pas développer. Mais la prudence ne doit pas être à sens unique. *L'Express* a cette attitude quand il s'agit des atrocités du F.L.N., mais en revanche, quand il s'agit des exactions commises par des Français, *L'Express* leur donne une large, une abondante publicité. Alors je crois que s'il est déplorable d'augmenter la haine du Bougnoul, il ne faut pas non plus créer la haine du Para, comme on avait créé hier la haine du judéo-maçon ou du collabo. Toute haine qui porte sur un groupe, toute haine qui tend à établir la responsabilité collective est désastreuse. Et elle est particulièrement scandaleuse lorsqu'elle s'exerce contre des jeunes Français qui risquent leur vie — chaque jour — dans une guerre. Là je crois que nous avons donc à nous poser un problème de méthode dans la défense des causes les plus justes, qu'est-ce que vous en pensez ?

Paul SÉRANT : Je citais *L'Express* à cause de son influence sur une partie de la jeunesse...

André FROSSARD : C'est en réalité l'héritier spirituel des feuilles d'extrême droite. Il se prend pour un journal de gauche et il n'attaque que les personnes, il se préoccupe beaucoup moins des idées que des personnes. C'est le cas des tortures en tout cas. Certains lecteurs de *L'Aurore* m'ont fait trois ob-

jections et puis quelques journaux également, des journaux de droite. On m'oppose des arguments d'opportunité, de prudence et d'efficacité. Les uns disent : on ne donne pas d'armes à l'ennemi à la veille d'un débat à l'O.N.U., etc. mais on est toujours de toute façon à la veille ou au lendemain d'un débat quelque part. Il y a des procès qu'on ne peut pas indéfiniment renvoyer. L'argument de prudence, je l'ai exposé tout à l'heure, consiste à dire qu'on ne peut pas se fier au témoignage d'une femme, en général, ni d'un homme, ni de quelque individu que ce soit, s'il est suspect, entre les mains de la police et coupable à peu près certain comme c'est le cas de la jeune fille en question. Et puis l'efficacité, eh bien l'efficacité, ça consiste à dire que la guerre par elle-même est un mauvais arbre qui ne peut porter que de mauvais fruits, que la torture est un des fruits de la guerre et que, ma foi, quand on fait la guerre il faut la faire jusqu'au bout sous peine de la perdre. Voilà l'argument d"efficacité dans sa forme la moins rébarbative. Elle n'est pas extrêmement aimable ni alléchante, mais enfin c'est la manière la plus convenable de présenter les choses, car il y en a d'autres : des gens vous disent que la torture permet d'obtenir des renseignements, et que tous les moyens sont bons dans ce cas-là. Dans le problème de la publicité à donner à ce genre d'exercice, je suis bien d'accord avc vous, il faut qu'elle se tienne dans les limites de la décence parce qu'en effet elle peut très bien atteindre le résultat opposé à celui qu'on cherche et il peut très bien faire naître des vocations.

Paul SÉRANT. — Il y a évidemment un problème de renseignements dans cette guerre, on ne peut pas le nier. Ce problème de renseignements implique la formation de spécialistes, de spécialistes efficaces bien sûr, puisque c'est leur métier, mais réduisant au minimum possible la cruauté. Mais ce qui me paraît grave, c'est qu'au nom de l'argument d'efficacité, on en arrive à couvrir tout ce qui est méthode préventive, par exemple arrestation de suspects, internement de suspects. Dans ce domaine, on ne s'arrête pas. On ne s'arrête pas parce que vous pouvez toujours penser, dans un pays livré à une atmosphère de violence exceptionnelle, que tout le monde est suspect. Alors ce qui me paraît grave, ce n'est pas seulement ce qu'on peut faire précisément quand il y a un problème urgent de poseur de bombes, mais c'est plus encore ce qu'on peut faire sous prétexte de découvrir les éventuels poseurs de bombes, parce que nul ne sait jusqu'où on peut aller. Je crois savoir d'ailleurs qu'il y a en Algérie des camps d'inter-

nement où des détenus attendent depuis des mois et des mois, livrés à des gardiens, Dieu sait de quelle espèce, et qu'un beau jour on libérera (nous avons connu ça d'ailleurs il y a douze ans, il y a quinze ans), on les libérera en leur disant : eh bien, au fond, c'est un regrettable malentendu... Voilà ce qui me paraît très grave.

André FROSSARD. — Je ne crois pas beaucoup à l'argument d'efficacité par expérience personnelle. J'ai passé un certain temps dans les prisons de la Gestapo, je n'ai jamais vu, bien que j'aie vu défiler sous mes yeux, enfin dans la baraque où j'étais interné, près de 1.500 personnes dont 1.400 *au* moins ont été torturées, passées à la baignoire ou frappées. (d'ailleurs la Gestapo en ce temps-là, avait des méthodes extrêmement monotones, qui tournaient à la formalité administrative ; elle vous trempait dans l'eau, elle vous tapait sur le dos à coups de bâton ou de nerf de bœuf, elle manquait d'imagination. Quand ses auxiliaires français venaient à la rescousse, alors l'imagination latine se déchaînait, c'était beaucoup plus compliqué et inventif). Eh bien, jamais, je n'ai vu arriver dans ma baraque des gens qui aient été arrêtés à la suite de dénonciations faites par des torturés. J'ai vu des gens arriver parce qu'ils avaient été dénoncés d'une manière généralement bénévole, d'autres pour une histoire de femme, des mécomptes entre voisins. J'en ai vu arriver qui avaient été dénoncés par des indicateurs officiels de police, qui alimentent toutes les polices quelles qu'elles soient en renseignements. J'ai vu toutes espèces de causes amener des gens au fort Montluc, puisque c'est du fort Montluc qu'il s'agit, jamais je n'ai vu entrer dans la baraque où j'étais interné des gens qui pouvaient, qui auraient pu légitimement reprocher discrètement à d'autres camarades de les avoir trahis sous la torture, ce qui est quand même une circonstance atténuante. D'autre part il faut en effet distinguer : si on prend un poseur de bombes dans l'exercice de ses fonctions, personne ne protestera s'il reçoit deux gifles, ça c'est la guerre en effet et on n'est pas toujours maître de ses réactions. C'est l'opération à chaud pour laquelle on a un certain nombre d'excuses et je n'aurai pas, moi, l'outrecuidance de réclamer de soldats menacés par une guerre très lâche et très déloyale un stoïcisme que je ne pratiquerais probablement pas moi-même si j'étais dans le coup.

Mais il ne s'agit pas de ça, il s'agit d'empêcher que ça ne tourne au système et que dans l'armée française il y ait

des groupes spécialisés dans l'extorsion de renseignements par n'importe quel moyen de pression physique. Parce que ça tourne très vite au système. On ne se méfie pas assez de la rapidité avec laquelle les mauvaises habitudes se prennent. On commence, je le vous disais tout à l'heure, par torturer des coupables et puis après des suspects et finalement des innocents. Ce sont toujours les innocents qui font les frais de ce genre d'opération-là.

Paul SÉRANT : Je suis entièrement d'accord avec ce que vous venez de dire, mais je me pose un problème pratique en ce qui concerne ce que peuvent faire les écrivains. Nous avons cette conversation entre nous, qui est une conversation amicale, mais que pouvons-nous faire pour changer un état de choses que nous considérons comme déplorable, quels moyens avons-nous à notre disposition. Susciter, par des articles, une émotion passagère dans l'opinion, est évidemment insuffisant et même inefficace. Je crois davantage à un effort de réflexion sur toutes les questions que nous pose la civilisation moderne. Nous devons retrouver les éléments d'une sagesse qui ne doit pas être un moralisme vague. Je prends l'exemple de Camus. Camus est un écrivain de qualité, mais je trouve que ce qu'il dit n'a pas une grande portée concrète. Il est bien de dire que la personne humaine ne doit plus être bafouée, il est bien de dire qu'il faut mettre un terme au terrorisme de l'histoire, mais enfin tout ça reste extrêmement général. Que peut-on faire ? Je crois qu'il y aurait une première chose, c'est de dépolitiser ces problèmes. Parce qu'en somme, les causes les plus justes sont actuellement exploitées et sollicitées par des organes partisans. Est-ce qu'on ne pourrait pas créer une volonté commune de dépolitisation chez des hommes qui par ailleurs sont séparés par des convictions religieuses ou politiques, mais qui enfin apporteraient là un souci commun pour une efficacité supérieure. Est-ce que ça vous paraît chimérique ou est-ce qu'il vous semble qu'il y a quelque chose à faire ?

André FROSSARD : Ça ne me paraît pas chimérique, mais il faut bien constater que la politique absorbe tout en ce moment. C'est la religion naturelle de l'humanité, maintenant, la politique. Etant donné qu'on n'a plus de religion, ont fait nécessairement de la politique. Par conséquent dépolitiser c'est priver les gens de leurs points de repère et de leur pseudo-morale sans rien mettre à la place. Il vaudrait mieux spiritualiser que dépolitiser. Il faudrait réintro-

duire un élément moteur différent de celui de la politique, à laquelle je ne fais qu'un reproche, c'est de méconnaître complètement et totalement à la fois la véritable nature humaine et puis la question, tout de même importante pour des hommes, de leurs fins dernières n'est-ce pas. Avec la suppression des fins dernières, tout le tableau est changé et modifié. Il faudrait essayer, je ne dis pas de rechristianiser, parce que j'ai horreur de ce langage contemporain, on a l'air de recharger une batterie d'accumulateur, on rechristianise, ça me paraît affreux comme expression. C'est un peu comme si, quand j'embrasse ma femme, je me « reconjugalisais », n'est-ce pas, c'est idiot. Mais rendre sa primauté à l'ordre spirituel qui est complètement absent du sens moderne, je crois que tous nos malheurs viennent de là ; tous nos malheurs viennent de ce que l'épicier de la rue Mouffetard a cessé d'être un contemplatif chrétien depuis la deuxième moitié du XIIIe siècle. Je crois qu'on ne s'en tirera pas à bon compte dans cette affaire. Il faut rechercher... si c'est l'image de Dieu en l'homme qui est menacée, comme je le crois, par toute la civilisation moderne : alors c'est cette image qu'il faut préserver.

Paul SÉRANT : Je suis évidemment d'accord avec vous. Nous sommes catholiques l'un et l'autre, mais je parlais de sagesse si vous voulez, plutôt que de foi pour trouver un terrain commun. Je pense par exemple à Emmanuel Berl avec qui j'ai parlé de ces questions et qui en est très préoccupé. Eh bien, Berl ne peut pas s'accorder avec nous si nous situons les choses sur le plan strictement catholique. Et quant à l'Algérie il est évident qu'on ne peut pas espérer convertir les élites musulmanes au catholicisme, ou si vous préférez on peut l'espérer dans une perspective lointaine : mais je me préoccupe en ce moment de ce qu'il faut faire dans l'immédiat.

André FROSSARD : Je ne crois pas à votre solution. On ne peut pas faire comme si Dieu n'existait pas. En tout cas, pour moi croyant, c'est absolument impossible. Je ne peux pas penser que c'est un élément dont je peux me priver pour rechercher un accord sur des bases naturelles avec des gens qui seraient par bonheur des gens de bonne volonté. Je ne peux pas faire abstraction de Dieu. Et de moins en moins ! Et quand on essaie aujourd'hui d'aborder les problèmes par différents biais, pour rechercher des ententes plus ou moins

œcuméniques, le syncrétisme auquel on aboutit me fait profondément horreur et m'a l'air d'achever de mutiler l'homme qu'il est censé sauver. Finalement on aboutit à des abdications de l'intelligence ou de l'esprit ou même de cette sagesse dont vous parliez, au bénéfice de cotes mal taillées, de solutions moyennes qui ne satisfont finalement personne. Et puis qui affaiblissent, il me semble, la puissance de la nature spirituelle humaine. Voilà mon objection.

Paul SÉRANT : Je comprends. Mais je m'interroge sur les bases possibles d'un accord pratique. S'il faut avant toutes choses mener un débat théorique pour obtenir l'accord des esprits sur quelques points de doctrine, l'on ne parviendra jamais à rien. Lorsque que l'on a fondé la Croix-Rouge par exemple, personne n'a été obligé de renoncer à ce qu'il était, mais l'on s'est mis d'accord sur un minimum de mesures pratiques destinées à alléger les souffrances et à protéger l'être humain dans le combattant.

André FROSSARD : Peut-être en est-il résulté une grande perte sur le plan spirituel ! Ce qui fait la valeur du geste secourable ne réside-t-il pas dans le fait qu'il s'applique à un ennemi ? C'est aider l'adversaire qui est beau. Dans cette grande administration qui distribue anonymement charpie et pansements, qui est comme au-dessus de la souffrance, peut être une grande force et beaucoup d'occasions d'amélioration se sont-elles perdues !

Paul SÉRANT : Mais si n'importe quel secours n'aide pas toujours, n'importe quelle souffrance ne grandit pas non plus. Or je crois que dans le monde où nous sommes, beaucoup de formes de souffrances avilissent l'individu au lieu de l'élever. C'est pour cela que je dis qu'il y a un minimum sur lequel il faudrait se mettre d'accord pour sauver les corps.

André FROSSARD : Très vite les individus se limiteront à ce plan.

Paul SÉRANT : Vous n'avez tout de même pas besoin si vous êtes malade que votre infirmière soit thomiste !

André FROSSARD : Non, mais *elle* a peut-être besoin d'être chrétienne ! Dans une relation de secours, il n'y a pas que le secouru qui compte, il y a l'autre aussi qui doit tirer un profit spirituel de son action. Or, je le répète, dans une géné-

ralisation abstraite, humanitaire, de la peur de la souffrance, il y a en réalité un aplatissement des rapports auquel finalement tout le monde perd.

Paul SÉRANT : Je comprends bien votre point de vue. Malheureusement tout le monde ne le partage pas. Dans le monde actuel la pratique d'une religion, la croyance sincère à un dogme n'entraîne pas toujours la même réaction devant des problèmes concrets. Or, je cherche quelle action peut être menée ensemble par des esprits différents. Je crois d'ailleurs, André Frossard, que nous pouvons nous entendre sur la définition d'une tâche urgente sans pour cela y ramener et y réduire toutes les valeurs, ni chercher l'unanimité pour l'unanimité.

André FROSSARD : Nous sommes certainement d'accord pour reconnaître qu'un écrivain, chrétien, français, ne peut pas prendre son parti de la souffrance et de la persécution.

Maurice BARDÈCHE

Jean-Paul SARTRE
et
" La Reine de Césarée "

UNE chose est remarquable dans les réactions de la presse à propos des représentations de *La Reine de Césarée*. Elles ont permis de dresser une carte de la persistance de la haine. Cette carte est plus réduite qu'on ne le pense. Elle englobe, en somme, les petits groupes d'activistes juifs professionnels de l'antiracisme, les communistes et leurs apparentés progressistes, enfin Le Monde, à peu près seul de la grande presse à figurer sur cette liste. Il est remarquable que ce dernier carré de la haine est formé par ceux qui ne s'interrogent ni sur les faits ni sur les hommes mais chez qui la passion ou le calcul politique substituent des jugements tout faits à la recherche honnête de la vérité. Pour les groupes d'activistes juifs, l'humanité se divise en deux parts, les antiracistes et les antisémites : les visages des antiracistes sont clairs, vénérables, extatiques, leur conduite est toujours d'une pureté totale ; les antisémites sont, au contraire, des soudards et des assassins, l'antisémitisme n'est pas une opinion, c'est un crime, la conduite des antisémites est nécessairement abjecte et retorse. Il est évident que toute discussion loyale est inutile dans ce contexte. L'attitude des communistes (je veux dire des cadres communistes) ne permet pas davantage la discussion. Les autres hommes disent ce qu'ils pensent. Les communistes disciplinés pensent ce qu'ils disent. L'examen ne leur est pas plus possible qu'aux activistes juifs, mais pour d'autres raisons. Du moment que l'intérêt actuel du parti est de déclarer « traître » telle personnalité, l'adhésion de la pensée doit accompagner automatiquement l'énoncé de cette qualification, dont les cadres instruits

reconnaissent d'ailleurs qu'elle est essentiellement provisoire et peut être changée ou atténuée lorsque l'intérêt du parti n'exige pas qu'elle soit maintenue. Cette inaccessibilité de la pensée communiste, obtenue artificiellement, contraste, je m'empresse de le dire, avec la mentalité de la plupart des militants communistes assez souvent généreux, honnêtes et droits : mais la profanation des cœurs, c'est une autre histoire, trop longue pour être traitée ici.

Ces attardés de la haine sont, en définitive, des inassimilables, les uns pour des raisons qui viennent de leur origine étrangère, les autres parce qu'ils constituent, en fait, un pays étranger institué artificiellement dans la nation. Ce sont là les bastions de la haine, ses citadelles, ses pics. Dans la géographie morale de la nation, ce sont les terres arides sur lesquelles nulle semence de notre pays ne peut lever. Mais il y a tout autour d'étranges pénéplaines de la haine, des reliefs plus tempérés qui paraissent cultivables, qui ont un abord trompeur, sur lesquelles végètent les boqueteaux rabougris du dialogue, les buissons hargneux de la polémique et que dominent çà et là des troncs déplumés qui ressemblent à des consciences et qui ne sont que des gibets : une bise glacée passe sur elles qui vient des monts à l'abri desquelles elles se blottissent et le vol des corbeaux qui tournoient autour d'elles est tout ce qui reste de leur âme.

La végétation qui pousse le mieux sur ces côteaux modérés de la hargne est la mauvaise foi. Plus benoîte dans *Le Monde,* plus rose, plus papelarde, avec des relents de sacristie, de l'onction, des falsifications tout ecclésiastiques, elle est plus aigre dans *L'Observateur,* et boutonnneuse, griffue, mégère, peu soignée, avec quelque chose de fétide comme une mauvaise haleine. Il serait intéressant de faire une physiologie de la haine; ce serait un ouvrage très actuel, mais il nous entraînerait un peu loin. Il serait intéressant aussi de chercher quelle secrète communication existe entre ce style de la mauvaise foi et les hommes qui y ont attaché habituellement leur nom. Mais je n'aime pas les personnalités et je ne prendrai qu'un seul exemple.

***

Je n'ai aucune antipathie spéciale contre M. Jean-Paul Sartre. J'éprouve même pour lui l'intérêt qu'on peut avoir pour un confrère manifestement dépassé par une notoriété trop grande pour lui et qu'il porte avec embarras comme un veston trop large. Puis M. Jean-Paul Sartre a des qualités : il ne recherche

pas la publicité, n'envoie pas d'échos sur sa personne aux journaux, il ne pose pas au grand homme et il a eu la naïveté touchante de croire qu'il pourrait fonder un parti politique, illusion d'une âme honnête et ingénue qui m'avait inspiré pour lui des sentiments assez proches de la sympathie. Je n'aime pas ses livres, mais c'est là une répulsion toute personnelle, et je ne prétends pas avoir raison en cela. Pourquoi a-t-il fallu que M. Jean-Paul Sartre, que rien ne forçait à s'occuper de *La Reine de Césarée,* événement qu'on a le droit de tenir pour mineur au regard de quelques autres sujets d'inquiétude, s'empresse de saisir cette occasion pour exhiber l'anatomie intellectuelle de l'écrivain crypto-communiste avec autant de détails que celle de ces fœtus en cire qu'on montre aux vitrines des naturalistes de Saint-Germain-des-Prés ?

Si vous étiez Jean-Paul Sartre, si vous aviez un nom connu, une certaine autorité et si vous aviez à parler d'un jeune écrivain fusillé, même si vous refusiez de mettre en cause la sérénité du tribunal et la justice de la sentence, que feriez-vous ? Vous essaieriez assurément de connaître cet écrivain, de vous faire une idée, juste ou fausse, de lui, des causes qui l'ont fait agir, enfin vous chercheriez, moi du moins je chercherais et tout homme honnête chercherait quel était le visage de ce mort, de ce mort des autres rivages accompagné d'un si tenace souvenir. Figurez-vous que ce n'est pas du tout ce qui intéresse l'intellectuel progressiste. Brasillach n'est pas pour lui un homme, un homme mort, un homme tué, Brasillach est un « cas », un phénomène sociologique, un mythe, c'est-à-dire une « affaire » montée par la propagande et utilisée pour la politique. M. Jean-Paul Sartre prend soin de nous le dire, il a lu « tout le dossier ». Ces mots ont, toutefois, sous la plume de Jean-Paul Sartre un sens particulier : *tout le dossier,* cela ne comprend pas la pièce de Brasillach, cela ne comprend pas les livres de Brasillach, cela ne comprend rien de Brasillach, cela veut dire seulement les articles de la presse sur *La Reine de Césarée,* c'est-à-dire jeu *à côté de la question :* comment la mort tragique de Brasillach. Cette manière de poser la question est caractéristique, M. Jean-Paul Sartre commence par se débarrasser de sa conscience, il l'enlève comme il enlève la batterie de sa voiture, il la met sur la banquette. Puis il se livre gravement à un petit jeu à côté de la question : comment la mort tragique de Brasillach peut-elle servir la politique réactionnaire ?

Ce petit schéma de la malhonnêteté fondamentale dans laquelle nous retrouvons, mais sous une forme édulcorée, hypo-

crite, *l'inaccessibilité* du partisan, il est même un peu plus improbe et un peu plus révélateur que je ne dis. Car M. Jean-Paul Sartre ne dit pas exactement : comment la mort tragique de Brasillach peut-elle servir la politique réactionnaire ? Il dit en réalité : comment *a-t-on fait* de la mort tragique de Brasillach *un instrument* de la politique réactionnaire ? C'est là la question *tactique* qu'il se pose. Les intellectuels communistes ne se posent en effet que des questions tactiques. Dans ce drame, c'est le seul point qui l'intéresse. N'étant capable que de penser ainsi, il prête son âme aux autres. Un prisonnier politique pour le parti communiste, ce n'est pas un homme qui souffre, c'est une affiche qu'on peut tirer à deux cent mille. Un mort, ce n'est pas un mort, un pauvre mort, c'est une affiche à cinq millions d'exemplaires. Un mort, c'est une campagne. Alors, il croit, M. Jean-Paul Sartre, qu'un mort pour nous, c'est aussi une campagne : beaucoup de publicité, de grosses capitales, du rendement, quoi ! Qu'il soit fier de lui : M. Daniel Mayer est du même avis.

Seulement comment penser qu'une pièce de théâtre est, en effet, un élément de ctte opération politique ? M. Jean-Paul Sartre se tire de cette démonstration difficile par un remarquable édifice de mauvaise foi, qui mérite d'être examiné car M. Jean-Paul Sartre n'est ici qu'un écho.

Vous croyez peut-être qu'en faisant représenter *La Reine de Césarée,* nous n'avons voulu que faire connaître au public une pièce de théâtre, d'ailleurs éditée depuis quatre ans ? Détrompez-vous, votre erreur est grande, explique Jean-Paul Sartre. Vous avez assisté, en fait, continue-t-il, et vous vous êtes peut-être associé à votre insu à l'une des multiples péripéties d'une vaste opération politique. Voyez-vous, ce que vous preniez pour une pièce de théâtre, c'était, en réalité, ce qu'on appelait pendant la guerre, une opération « en doigt de gant » : un « sondage », dit exactement M. Jean-Paul Sartre — toujours le vocabulaire de la *tactique* — pour déterminer la résistance de l'adversaire. Ce sondage était d'ailleurs jumelé avec une opération du même style sur un autre point du front : la publication par la comtesse de Chambrun des documents de la fondation Hoover sur *la Vie en France sous l'occupation.* Cette concommittance prouve bien le complot, conclut M. Jean-Paul Sartre et elle révèle aussi l'existence d'un mystérieux chef d'orchestre dont le clavier opérationnel agit à la fois sur les Chambrun, sur la famille de Robert Brasillach et sans doute sur une

infinité d'autres complices qu'on manœuvre comme autant de manettes pour conduire d'une main sûre la puissante machine réactionnaire qui doit amener l'avènement du fascisme.

⁂

Mon Dieu, que ces élucubrations germent dans la cervelle de M. Daniel Mayer, qui ne sait pas ce que c'est qu'un livre et encore moins ce que c'est qu'une pièce, qu'elles tapissent l'entendement de quelques illettrés à qui l'on fait tout croire, c'est possible. Mais M. Jean-Paul Sartre sait ce que c'est qu'un livre, lui, il sait ce que c'est que la préparation d'un recueil de documents en trois volumes de 600 pages chacun, pour lequel il a fallu faire appel à cent-cinquante témoins, qui a exigé des équipes de traducteurs, huit ans de préparation, et plus d'une année de mise au point, puisque la publication de ces trois volumes était annoncée comme imminente au mois d'octobre 1956. Il sait aussi ce que c'est que la représentation d'une pièce, il le sait même beaucoup mieux que moi. Il sait combien de démarches cela suppose, combien de patience, il sait qu'il faut avoir de l'argent d'abord ou s'en procurer, attendre qu'une salle soit libre, retenir les interprètes qu'on souhaite au moment où ils sont libres, attendre son tour enfin qui dépend de la carrière toujours imprévisible de la pièce qui précède. Et cet écrivain qui sait ce que c'est qu'un livre, cet homme de théâtre qui sait ce que c'est que la représentation d'une pièce, a le sang-froid d'oublier soudain tout ce que lui a appris l'expérience et de présenter, pour les besoins de sa cause, comme une machination et une mise au point diabolique des événements dont il connaît mieux que personne tous les hasards et toutes les incertitudes. Et lui dont toute la philosophie consiste à montrer que le hasard fait de notre vie quelque chose d'aussi imprévisible que la tache que dessine un encrier jeté au mur, il invente ce roman puéril de l'histoire, cet homme profond qui dirige tout, ce don Salluste inconnu dans les coulisses du présent, ce Fantômas de la revanche, qui pousse ses pièces l'une après l'autre, avec prudence et sagacité, sur le frêle échiquier de notre avenir, ballotté comme une cage à poules sur les vagues de notre temps.

Moi, je trouverais cela bouffon, s'il n'y avait pas là quelque chose d'un peu triste : car, comme j'ai dit, je n'étais pas dénué de sympathie pour M. Sartre, Et cette profanation des intelligences, dont il est la victime, elle me dégoûte autant que la

profanation des cœurs. Car enfin, pourquoi toutes ces contre-vérités, pourquoi tout ce roman dont M. Jean-Paul Sartre sait mieux que personne que c'est un roman ? Parce qu'il fallait être dans la ligne du *Comité d'Action de la Résistance*. Car M. Jean-Paul Sartre n'a pas inventé cela tout seul. A la réunion du *Comité d'Action de la Résistance* dans laquelle furent décidées les manifestations, c'est cet argument, celui du *complot*, de l'offensive contre la Résistance qui emporta la décision. « S'il ne s'était agi que de la pièce, avoua quelques jours plus tard M. Daniel Mayer à Jacques Isorni, nous n'aurions pas organisé de manifestation : mais nous avons eu l'impression d'une offensive concertée que nous avons voulu briser ». Alors, dans cette affaire, M. Jean-Paul Sartre est, à son insu peut-être, c'est-à-dire par les renseignements qui lui ont été fournis, le porte-paroles chargé d'exposer le point de vue du C.A.R. Il est malheureusement autre chose aussi : il est le compère, apparemment en dehors du coup, chargé de faire semblant d'exposer *objectivement* les choses. Et il a besoin de ce complot auquel il ne peut pas croire, il a besoin de cette affabulation à laquelle il ne peut pas adhérer, pourquoi faire ? Pour rendre vraisemblable la fiction qu'il est le mieux placé pour répandre. Pour faire croire aux lecteurs de *L'Observateur* qu'un homme pénétrant, un sagace analyste, a bien vu tout de suite, a bien su discerner que notre prétendue affection pour Robert Brasillach n'était en réalité qu'une opération politique qui s'inscrivait à côté ou à la suite de plusieurs autres : que pour tous ceux qui ont voulu monter cette pièce, Brasillach n'est qu'un nom de mort, autour duquel il s'agit d'imprimer beaucoup d'affiches, comme ils font, eux.

Et moi, j'ai envie de dire à Jean-Paul Sartre : Qu'est-ce que vous auriez fait, vous, si un de vos amis assassiné par un tribunal que vous récusez, vous avait laissé le soin de son œuvre et de sa mémoire ? Qu'est-ce que vous auriez fait si vous aviez eu ce mort à porter sur les bras comme un camarade qu'on est allé chercher sous les balles ? Est-ce que vous n'auriez pas considéré comme votre devoir le plus étroit de faire connaître son œuvre, de relever son nom, de montrer son vrai visage ? Est-ce que vous n'auriez pas fait pour votre ami ce que j'ai fait pour Brasillach ? Je ne peux pas le croire, Sartre. Je pense que vous l'auriez fait. Et si votre ami avait écrit une pièce, est-ce que vous ne l'auriez pas publiée, comme j'ai fait ? Et si l'on vous avait proposé de la jouer, est-ce que vous vous seriez opposé à ce qu'elle fût jouée ? Pourquoi voulez-vous que je cède à des menaces, à des chantages, à des « avertissements »?

Pourquoi voulez-vous que je sois lâche ? Auriez-vous été lâche, vous ? Et pourquoi voulez-vous que je sois habile ? Je ne suis pas habile. Je ne veux pas être habile. Je fais ce que je dois faire au moment où je peux le faire et c'est tout. Et je ne connais pas encore d'homme à qui il suffise d'appuyer sur un bouton pour que je sois à ses ordres.

Voilà ce que je voudrais dire à Jean-Paul Sartre. Quant au « mythe » de Brasillach, si Jean-Paul Sartre, au lieu de penser en termes de tactique, au lieu de penser sagement en galonné de son parti, pensait quelquefois au poids d'un jeune corps mort, à la puissance de la peine et de la pitié, il aurait appris depuis longtemps un certain nombre de vérités premières sur les « mythes ». Il aurait appris qu'il y a certes des mythes officiels qu'on élève à la brochette, qu'on gave comme des oies, qu'on élève comme des montgolfières et qu'on entretient à coups de millions. Ces mythes bien nourris ne m'intéressent pas plus que M. Sartre. Mais il y a aussi des « mythes » pauvres, des mythes piétinés, des mythes outragés, interdits. Ceux-là on s'efforce au contraire de les arracher et de les étouffer. On ne les produit pas comme du cuivre catalytique ; on ne décide pas leur naissance en conseil d'administration. Ils naissent comme les perles, d'une maladie. Et tout ce qu'on fait finalement pour les opprimer, je ne suis pas sûr qu'au contraire cela ne contribue pas à les rendre plus forts. J'aurais cru qu'un communiste pouvait savoir ces choses-là.

⁂

Voilà à quoi la volonté d'être *dans la ligne* amène M. Jean-Paul Sartre. Les événements pour lui n'ont plus de visage. Les hommes non plus. Tout est scruté avec la pensée de l'efficacité. On ne s'interroge pas, surtout on ne doit pas s'interroger. Car toute interrogation est hésitation et toute hésitation risque de *servir* à l'adversaire. Alors l'intellectuel progressiste, que ce soit à propos de la Hongrie ou à propos de Brasillach, est pareil aux compagnons d'Ulysse : il passe à travers la vie avec de la cire dans les oreilles. Il ne doit pas écouter ou deviner une voix, un peuple. Il avance comme un sourd, lugubre symbole de notre temps. Car notre temps est celui des sourds, des longues colonnes de sourds marchant vers la mort dans un sordide piétinement, des sourds obstinés et féroces, des sourds hagards et illuminés, des sourds auxquels seront toujours étrangers la voix et peut-être même le visage des autres. Et qui

sait si nous ne sommes pas, nous aussi des sourds... Mais quand on a un porte-voix comme celui que sa notoriété a donné à Jean-Paul Sartre, qu'il est triste d'accepter ce rôle ! Si Camus, si Mauriac ont plus d'autorité, c'est parce que, quelquefois, des voix du dehors atteignent leur tympan, c'est parce qu'ils voient, c'est parce que nous reconnaissons en eux un regard d'homme. Ce n'est pas amusant, je vous l'assure, de décrire comme l'image même de ces animaux tristes qui habitent les steppes glacées de la mauvaise foi un des hommes qui passent pour être et qui est peut-être (je ne sais pas) un des meilleurs écrivains de notre temps.

Tenez, un détail qui revient à ma mémoire. Pour ne pas avoir à penser à Brasillach, pour ne pas avoir à se demander ce qu'il pense de Brasillach, savez-vous comment Jean-Paul Sartre s'y prend ? Il pique une phrase dans le texte coupé à la représentation, une phrase du texte de 1940, placée dans la bouche du jeune Paulin : « Les juives maigres et les juives grasses, deux espèces de vermine... ». Et il s'écrie : « Cela me suffit. Un homme capable d'écrire cela est abominable. Inutile de chercher plus loin ». Car, n'est-ce pas, vous avez tous compris, il y a eu les camps, il y a eu ces fameuses chambres à gaz. Qu'est-ce que Brasillach en savait en 1940 ? Mais c'est la pensée de Brasillach, cela ne suffit-il pas ? Faut-il recommencer pour la centième fois le procès plaidé par tous nos écrivains de Molière à Balzac, une discussion que M. Jean-Paul Sartre connaît mieux que personne ? Un auteur qui décrit un fourbe n'est pas forcément un fourbe, un auteur qui décrit un débauché n'est pas forcément un débauché et les répliques qu'on prête à un personnage *en raison de son caractère* ne sont pas des pensées de l'auteur, mais des mots destinés à peindre. Si M. Jean-Paul Sartre a lu « tout le dossier », il sait aussi bien que moi que le porte-paroles de Brasillach est Titus et non Paulin, et que le procédé qui consiste à prendre une phrase de Paulin, écrite avant les camps, pour en faire un réquisitoire contre Brasillach est un procédé qui est peut-être tristement normal pour un magistrat du Ministère Public, mais qu'il est peu honorable pour un écrivain.

***

Je ne parviens pas à attacher de l'importance, je l'avoue, aux fausses fenêtres que Jean-Paul Sartre a cru bon d'apposer ensuite dans son article. Pourquoi son parallèle entre *Le Balcon*

et *La Reine de Césarée ?* Il résulte des explications de Sartre lui-même que les amis de Jean Genêt semblent surtout avoir manqué de courage. Pourquoi sont-ils allés *demander permission* au Préfet de Police ? Ils n'avaient qu'à jouer la pièce. On aurait bien vu. Si la pièce de Jean Genêt est une œuvre intéressante, comme l'affirme Jean-Paul Sartre, elle trouvera sûrement un directeur pour la monter et des critiques pour la défendre. Et assurément un préfet de police, quel qu'il soit, aurait hésité à interdire la pièce de Jean Genêt, si Jean-Paul Sartre et ses amis n'avaient pas proclamé si fort que le devoir des Préfets de Police était d'exercer une censure sur le théâtre. La liberté au théâtre, cela consiste à jouer librement *Le Balcon* et *La Reine de Césarée* et à laisser le public libre de passer sa soirée là où il veut. Qui s'oppose à cette solution ? Ce n'est pas nous.

Les salles de théâtre sont-elles vraiment entre les mains de « la droite » ? Jean-Paul Sartre sait bien mieux que moi que les directeurs cherchent surtout de bonnes pièces, qu'elles soient de droite ou de gauche. Marguerite Jamois monte *Le Journal d'Anne Franck* : elle avait signé un contrat un an plus tôt pour monter *La Reine de Césarée*. Simone Berriau qui veut présenter *Le Balcon* était sur les rangs il y a six mois pour présenter la même *Reine de Césarée*. Je cite là les exemples que je connais. Mais tout le monde sait qu'un propriétaire de salle cherche surtout à assurer sa saison. Et s'il ne s'agit que de la tête de l'auteur, il préfèrera sûrement celle de Jean-Paul Sartre ou même celle de Roger Vailland à celle de Rebatet ou de Céline.

Jean-Paul Sartre préfère la justice à la liberté. Moi aussi. Mais s'il faut sacrifier nos apparences de liberté à une vraie justice, encore faut-il se borner à restreindre la liberté dans les seuls domaines où cette restriction est nécessaire au règne de la justice et non dans les domaines où elle est indifférente. La censure théâtrale ne me paraît pas être une réforme urgente pour le salut de l'Etat. Jean-Paul Sartre a très bien pu faire représenter *Les Guêpes* et *Huis-Clos* à Paris en 1943 et 1944. Il ne s'est trouvé aucun fonctionnaire, français ou allemand, pour interdire ces représentations. Brasillach, qui n'aimait pas ces pièces, en a pourtant reconnu le talent. Et aucune escouade de la Milice ou de *Je suis partout* n'a été manifester devant le théâtre. Je ne regarde pas cette époque comme le meilleur des gouvernemnts : mais cette tyrannie sur laquelle on fait aujourd'hui tant de littérature a montré en cette cir-

constance que la liberté du théâtre n'est, après tout, qu'une toute petite liberté qu'on peut très bien laisser vivoter dans un coin sans qu'elle gêne personne. Je préfère la justice à la fausse liberté, tout comme Jean-Paul Sartre. Mais si j'avais quelque chose à voir dans l'affaire, j'aimerais bien que le règne de la justice nous laissât au moins autant de libertés inoffensives qu'on peut en conserver.

Maurice BARDÈCHE.

P.S. — Dans le précédent numéro de *Défense de l'Occident*, Bernard Vorge a consacré une chronique à *La Reine de Césarée*. S'il était un critique plus chevronné, il aurait pensé à ne pas oublier le paragraphe traditionnel sur l'interprétation, dont l'absence est particulièrement regrettable ici puisque nous avons à remercier les acteurs du *Théâtre des Arts* non seulement de leur talent, mais de leur courage et de leur amitié. Voici ce qu'il a voulu ajouter à sa chronique précédente à l'occasion de cet article.

Ce n'est pas un oubli qui m'a fait omettre le mois dernier de parler des acteurs à propos d'un article sur la pièce elle-même, *La Reine de Césarée*. C'est le sentiment qu'à cette occasion le *rôle* des acteurs dépasse quelque peu ce qu'il est habituellement. Chacun défend un peu plus que son texte : la possibilité même de faire son métier, et la liberté du théâtre. Tous — à une exception près — ont montré un courage et une simplicité qui, on nous permettra de penser ainsi, s'allient bien avec le vrai talent.

Les jeunes — parlons d'eux d'abord — sont admirables. Claude Darvy dans le rôle de Phénice et Gil Vidal dans le rôle de Paulin ont une tâche très difficile sur laquelle repose en grande partie la pièce. Ils sont l'un et l'autre excellents, d'une justesse constante mais aussi d'une jeunesse, d'une fraîcheur et d'une spontanéité très rares. Ils savent faire deviner dans leurs affrontements de grands enfants tout un arrière-plan de complicité et de tendresse qui donne son ampleur véritable à l'adolescence dépeinte par Robert Brasillach. Paulin est — au-delà des mots — autre chose qu'un militant borné grâce aux nuances qu'apporte Gil Vidal. Claude Darvy, d'une beauté merveilleuse, fait rêver bien au-delà de la pièce. Elle évoque elle-même *un de ces petits paysages crayonnés à loisir dans les marges d'un livre* dont parle l'auteur, une de ces fenêtres ouvertes dans le fond des tableaux primitifs, une échappée vers une école buissonnière du sérieux, vers la vie, la gaîté et l'avenir.

Il y a moins de découverte du côté d'Alice Cocéa et de Raymond Hermantier que l'on savait déjà de très grands acteurs. Simplement l'on sait maintenant qu'ils sont sans doute parmi les meilleurs que l'on puisse trouver pour donner un style au théâtre. Ils avaient l'un et l'autre à trouver la difficile alliance de la vérité d'une psychologie moderne et de la grandeur. Raymond Hermantier, qui a eu la tâche périlleuse de reprendre du jour au lendemain le rôle de Titus déserté par le pauvre Jacques François, crée un style par la force contenue et l'émotion haletante. Alice Cocéa, par une diction unique de poésie, atteint à un hiératisme, à une noblesse unie à la vérité exactement bouleversants. Les instants où elle évoque son amour charnel et la séparation sont parmi les plus beaux que l'ont ait vus au théâtre depuis longtemps.

Avec Roger Bontemps qui, dans le rôle d'Antiochus, gagne chaque jour en autorité après avoir eu le courage de reprendre le rôle sans la moindre préparation, avec les révélations de Claude Darvy et Gil Vidal, Alice Cocéa et Raymond Hermantier apportent au théâtre deux des qualités aujourd'hui les plus rares : l'intelligence et la dignité. C'est infiniment précieux.

Bernard VORGE.

BILAN DU JUSTICIALISME (II)

par Juan PERON

LA CONQUÊTE DE L'INDEPENDANCE ECONOMIQUE

(Suite)

Je me convainquis que ce n'était pas une affaire de techniciens mais de commerçants. Et j'appelai mon grand ami Miguel Miranda, le tsar des finances argentines comme l'appelèrent certains. Il avait débuté comme employé au salaire de 20 pesos et en dix ans il avait créé trente usines. Je lui racontai l'incident avec les techniciens et il me dit : « Général, croyez-vous que s'ils étaient capables de quelque chose, ils gagneraient un traitement misérable de conseillers ?

— Mais, Miranda, lui dis-je, voyez qu'il faut acheter beaucoup et que nous n'avons pas d'argent.

— C'est justement le moyen d'acheter sans argent, me répondit-il, seuls les sots achètent avec de l'argent.

— Voici mon homme, pensai-je à part moi. »

Miguel Miranda était un vrai génie, son instruction, sa capacité impressionnante de synthèse et sa vision commerciale adroite firent gagner à la République en un an plus que cinquante ans de l'action de tous ces économistes dilettantes et généralisateurs de méthodes et de systèmes routiniers.

Ce fut alors que je remis à Miranda la direction de l'économie en créant le Conseil économique national et en l'en nommant président ; il fut désormais l'artisan de cette terrible bataille qui s'appela la récupération nationale et qui se termina par l'indépendance économique argentine.

Il serait trop long de décrire par le menu l'action menée par cet homme extraordinaire qui ne se reposait ni ne dormait, complètement absorbé par la bataille qu'il livrait. J'appris alors que si un chef peut se couvrir de gloire dans une action guerrière, cette action obscure est aussi la véritable gloire.

En dehors du Palais du Gouvernement les gens malveillants murmuraient au sujet des négociations de Miranda avec une ingratitude criminelle et les éternels simulateurs de la vertu et de l'humanité se faisaient leurs porte-paroles.

Je ne veux pas terminer ce chapitre sans offrir à nos lecteurs au moins un exemple concret de l'action de ce magicien de la négociation.

Tout le monde connaît l'habileté des négociateurs anglais, leur astuce et leur terrible obstination à persuader ou à contraindre.

Avec les devises accumulées pendant la guerre grâce aux fournitures de céréales, d'armes et de viandes, Miranda commença par rapatrier la dette extérieure. Il se proposa ensuite d'entreprendre le recouvrement du patrimoine national par le rachat des chemins de fer anglais.

Il fit alors courir, de divers côtés, le bruit que le gouvernement était disposé à racheter les chemins de fer. La réponse ne se fit pas attendre. Peu après, en effet, arrivait à Buenos-Aires une délégation de la direction londonienne des chemins de fer disposée à offrir la vente de ceux-ci au gouvernement argentin.

Nous convoquâmes les négociateurs anglais au Palais Présidentiel et sitôt après les politesses et préambules d'usage le dialogue s'engagea ainsi :

— Combien demandez-vous ? demanda Miranda.

— Dix milliards de pesos répondirent les Anglais.

Miranda se contenta de sourire sans répondre ; un long silence suivit où je fus sur le point d'intervenir, mais je m'abstins parce que j'avais compris que ce silence faisait partie de sa tactique.

— Et vous combien en offririez-vous ?

— A peine un milliard répondit Miranda. — Toute cette vieille ferraille ne vaut pas davantage.

Fâchés les Anglais rompirent l'entretien et repartirent pour Londres. Il semblait que les négociations étaient terminées, mais il n'en était rien.

Quand les cheminots qui s'étaient enthousiasmés à la perspective de la nationalisation apprirent leur échec, ils commencèrent la grève du zèle qui se termina par une grève perlée. Redoutant une aggravation de la situation la délégation anglaise revint. Miranda avait pratiquement gagné la bataille. Il ne restait plus qu'à voir comment il exploiterait son succès. J'étais sans souci parce que dans ce domaine il était un véritable maître.

Les négociations s'ouvrirent de nouveau et des deux côtés on marchanda pour fixer le prix ainsi que les modalités de paiement. Bien que les Anglais eussent ramené leurs conditions à environ 8 milliards de pesos, l'accord n'était pas encore en vue car ils se maintenaient fermes sur cette proposition.

Le juste prix établi par notre technicien après un laborieux

travail d'évaluation, atteignait une valeur approximative de 6 milliards de pesos. Il s'agissait de 40.000 km. de voies, d'installations, de matériel roulant et de traction, plus environ 25.000 propriétés qui figuraient comme biens indirects et qui consistaient en immeubles à Buenos-Aires, en ports, en de nombreuses fermes, terrains et jusqu'à des villages entiers. Les compagnies de chemins de fer avaient en effet reçu, par la loi de concession initiale, une lieue linéale de terrains tout au long de la voie qu'elles devaient construire. Il en résultait que leurs propriétés avaient presque autant de valeur que les chemins de fer eux-mêmes.

Tandis qu'on négociait, les Anglais commirent une erreur qui leur fut funeste. Un soir en effet le représentant des chemins de fer anglais en Argentine, M. Edy qui était très lié avec Miranda lui offrit de partager une commission de 300 millions de pesos qui seraient déposés à Londres en dollars, à condition que l'accord se fasse sur un prix de vente de 6 milliards de pesos.

Le lendemain, à l'aube, Miranda était chez moi et me disait :

— Président, nous allons acheter les chemins de fer pour beaucoup moins de 6 milliards de pesos.

Il me raconta ce qui était arrivé la veille et ajouta :

— Si les Anglais m'offrent une commission pour que nous leur donnions 6 milliards, sans commission nous pouvons les avoir à meilleur compte. Comme il avait gagné la bataille de la vente, il venait de gagner la bataille du prix.

Les discussions à ce sujet se poursuivirent, mais les Anglais avaient pratiquement perdu la partie. Ils sont bons perdants parce qu'ils sont habitués à vaincre. L'habileté de Miguel Miranda fut telle dans la phase finale des négociations qu'il obtint la fixation d'un prix maximum de 2 milliards 29 millions de pesos pour tous les biens directs et indirects. Ce chiffre, comparé aux dix milliards de pesos que les Anglais demandaient à l'origine, exprime avec éloquence les qualités de négociateur de Miranda. Dans cette seule opération, cet homme fit gagner plus de 5 milliards de pesos à la République. On l'en paya, comme d'habitude, avec l'ingratitude et la médisance.

Si nous avions gagné les batailles de la vente et du prix, le plus difficile restait à faire : établir les modalités de paiement et payer. Ce n'était pas facile car, comme je l'ai dit plus haut, nous n'avions pas d'argent. En revanche nous avions Miguel Miranda qui valait plus que tout l'argent du monde. Nous avions mis en lui toutes nos espérances.

Il m'avait dit :

— Ne vous inquitez pas, Président. Nous paierons jusqu'au dernier centime sans un centime.

Et c'est ainsi qu'il agit effectivement.

Comment fit-il pour y parvenir ? Un an plus tôt le gouvernement britannique avait signé avec le gouvernement argentin un accord aux termes duquel il s'engageait à maintenir la convertibilité de la livre sterling, qui nous permettait des échanges triangulaires avec les Etats-Unis. Habilement Miranda épuisa les soldes créditeurs argentins en Angleterre pour rapatrier la dette. En signant le contrat d'achat des chemins de fer, il mit au point les deux clauses fondamentales de l'acquisition et de la forme du paiement :

a) les biens directs et indirects seraient achetés 2 milliards 29 millions de pesos ;

b) le paiement s'effectuerait au comptant et en espèces avec les disponibilités des fonds argentins aux Etats-Unis, à condition que soit maintenue la convertibilité de la livre qui rendait possible le paiement en espèces, sinon le paiement s'effectuerait en nature.

Ce fut précisément grâce à ces deux clauses que Miranda parvint à payer « jusqu'au dernier centime sans un centime » comme il l'avait promis. En effet il me fixa pour prendre possession des chemins de fer un délai de six mois à l'expiration duquel nous devions nous être acquittés de nos obligations. Pendant les premiers mois je me mis à penser que si nous devions payer au comptant nous risquions d'épuiser nos disponibilités aux Etats-Unis où nous avions alors d'urgents besoins d'achats. Miranda me tranquillisa. Il tenait de source sûre que les Anglais, en dépit de leurs assurances, allaient déclarer l'inconvertibilité de la livre sterling. Ils le firent effectivement peu de temps après et nous évitèrent ainsi de nous dépouiller de l'unique solde créditeur en espèces dont nous disposions. Nous pouvions alors, aux termes du contrat payer en nature ce qui nous posait un problème infiniment moins difficile. Il fallait néanmoins débourser 2 milliards 29 millions de pesos que nous n'avions pas.

Comment Miranda procéda-t-il ?

Nous payâmes en blé ; mais ce blé il fallait tout de même le payer aux agriculteurs. La hausse des prix des céréales survenue en 1948 vint heureusement nous favoriser. Le Gouvernement, par l'intermédiaire de l'I.A.P.I., acheta le blé aux paysans au prix de 20 pesos le quintal ce qui était un prix avantageux puisqu'ils le vendaient auparavant 6 pesos. Quelque temps après ce blé fut vendu aux Anglais, en paiement des chemins de fer, à raison de 60 pesos le quintal. Ce gain de l'opération atteignait ainsi 66 % ce qui permit de réduire à 33 % c'est-à-dire à environ 676 millions de pesos, le coût de l'achat des chemins de fer.

Comment paya-t-on les 676 millions ? de manière très simple : on émit 676 millions de pesos avec lesquels on paya les

agriculteurs. Il suffisait alors de vendre une partie des 25.000 propriétés acquises comme biens indirects pour obtenir un milliard de pesos qui permettait de retirer de la circulation les 676 millions, le reste des propriétés s'incorporant à l'Etat avec les chemins de fer.

Leur valeur, avec leurs 40.000 km de voies et leurs installations, atteint aujourd'hui dans notre monnaie un million de pesos par km. Le Pays avait ainsi incorporé à son patrimoine 40 milliards de pesos sans avoir déboursé un centime.

Nous rachetâmes ensuite de la même façon les téléphones, le gaz, les assurances et atteignîmes le terme de l'étape de la récupération nationale en achetant et en payant les services publics qu'à l'époque précédente avaient vendu ceux-là mêmes qui maintenant prétendent « libérer » la République.

L'étape suivante consistait à former une marine marchande car sans elle l'indépendance économique ne serait qu'une fiction.

En effet, dans notre pays vendeur de viande nous étions soumis au monopole anglais des bateaux frigorifiques. Si nous ne leur vendions pas la viande au prix fixé par eux, qui nous la transporterait vers les marchés de consommation ? La même chose pourrait arriver avec les autres matières premières si nous restions dans la dépendance des transporteurs étrangers. En 1948 l'état de notre flotte marchande, dirigée par les chefs de la marine de guerre était désastreux. Nous disposions approximativement de 200.000 tonnes de bateaux vieux et de faible tonnage dont beaucoup nous avaient été loués ou prêtés par les pays en guerre et devaient être restituées. J'interrogeai la flotte marchande de l'Etat sur l'utilité de construire des bateaux neufs, de plus de 10.000 tonnes pour former une marine marchande d'au moins un million et demi de tonnes que j'estimais nécessaire pour transporter notre production. Il fallait en outre, estimais-je, construire des navires mixtes pour passagers, fret et frigorifiques.

La réponse de la marine fut unanimement défavorable. Selon elle ce n'était pas encore le moment car les frets allaient baisser et il y aurait un excédent de bateaux restant de la guerre.

Nous décidâmes néanmoins avec Miranda de créer une marine marchande et dans ce but nous prîmes contact avec Alberto Dodero, le plus puissant armateur de notre pays.

Nous le chargeâmes de faire construire les navires dans les chantiers, alors en chômage, d'Angleterre, de Hollande, d'Italie et de Suède. Ainsi commença la véritable histoire de notre marine marchande qui, aujourd'hui, atteint un million et demi de tonnes de bateaux neufs, rapides et capables de transporter notre production vers les marchés de consommation et de nous permettre de maintenir nos prix.

Grâce à eux non seulement nous épargnons mais nous produisons des devises et notre pavillon signale la quatrième flotte du monde.

Le coût moyen de ces bateaux ne dépassa pas quatre millions de pesos. Rien que l'assurance du « Maipu » coulé dans une collision à Hambourg atteignait 22 millions de notre monnaie actuelle.

Pour acheter ces bateaux nous utilisâmes l'or qui dormait dans les caves de la Banque centrale, d'accord avec l'aphorisme de Miranda : « l'or est ce qui produit l'or ». Effectivement ces bateaux après quatre traversées rapportent ce qu'ils ont coûté. Aujourd'hui ils sont tous payés et ils continuent à rapporter de l'or.

Tandis que la récupération nationale se poursuivait avec un franc succès, notre économie traversa en 1948 un moment difficile : l'industrie, alors en plein développement, commençait à manquer de machines et de matières premières. Il fallait rechercher les moyens de remédier à cette situation et je décidai de consacrer dix jours à l'étude du problème et de la solution.

Je parvins finalement à une conclusion très simple : la guerre étant terminée l'étape la plus difficile avait commencé, l'après guerre pendant laquelle il faut payer les pots cassés.

La guerre est un drame individuel amplifié. C'est comme un homme qui a subitement une crise de folie et casse tout dans sa maison. Passée la crise il doit se reposer pour continuer à vivre. Il doit payer sa folie. La guerre n'est rien d'autre qu'une folie collective. Pendant cinq ans des centaines de millions d'hommes, pourvus d'instruments de destruction s'étaient consacrés à tout détruire. Passée la crise il fallait maintenant payer.

L'expérience historique montre que les pays, après une guerre, paient d'une seule manière, en dévaluant leur monnaie. Ce phénomène ne s'était pas encore produit en 1948 mais tout faisait prévoir qu'il se produirait.

Quand les monnaies se dévaluent les biens en capital se valorisent d'une manière inversement proportionnelle.

Là était précisément le nœud de la question. Il fallait acheter des biens qui prendraient de la valeur et se défaire de la monnaie qui se dévaluerait ; il s'agissait quand la dévaluation se produirait qu'elle nous trouve sans un peso en poche.

Nous nous mîmes alors à acheter en masse : vingt mille équipements industriels nouveaux ou de remplacement, soixante mille camions, mille bulldozers, d'énormes quantités de matières premières, toutes les machines nécessaires aux travaux du premier plan quinquennal, en particulier des tracteurs pour la mécanisation de l'agriculture furent importés.

Le directeur du port de Buenos-Aires venait tous les jours

demander que nous arrêtions, car les marchandises ne tenaient plus sur les quais et dans les docks.

Les semaines passèrent et en 1949 les monnaies commencèrent à baisser de manière catastrophique. La livre sterling baissa en un jour par décret de 30 %.

Les quelques précisions suivantes donneront une idée de l'affaire fabuleuse réalisée par le pays :

Les vingt mille équipement industriels achetés en 1947 environ un dollar le kilog valent maintenant 10 dollars le kilog. Les camions achetés 5.000 pesos en 1948 coûtent aujourd'hui 100.000 pesos. Les bulldozers payés 25.000 pesos en valent actuellement plus de 300.000.

Je n'ai voulu donner ces quelques exemples de notre gestion économique que pour montrer comment il ne fut possible en 1949 d'aller à Tucuman et de proclamer notre indépendance économique là où nos ancêtres avaient proclamé notre indépendance politique.

La récupération nationale s'était accomplie grâce au génie de Miguel Miranda. La seconde tâche, tirer l'économie de sa prostration s'accomplit grâce aux bonnes affaires que nous fîmes pour le pays.

Je ne veux pas en terminer avec la question de la récupération nationale sans en souligner encore deux aspects.

La récupération des services publics n'était pas seulement pour les Argentins une question d'indépendance économique ; c'était aussi une question de dignité nationale. La concession leonine qui livrait aux entreprises ferroviaires une lieue de chaque côté de la voie de chemin de fer qu'elles construisaient et leur accordait des importations libres de droits fut l'œuvre des gouvernements conservateurs de l'oligarchie argentine qui agirent toujours comme hommes de paille des colonialistes.

La réforme agraire.

L'agriculture fut une de nos préoccupations permanentes. En 1945 le régime de la terre était en Argentine quasi médiéval. Nous promulgâmes la loi sur les baux ruraux dont les résultats se firent sentir dès mon premier gouvernement. Cette loi créait une situation destinée à empêcher la hausse des loyers ruraux et le dépouillement des agriculteurs. Une fois accompli ce premier geste de protection des agriculteurs nous annonçâmes la réfome agraire et déclarâmes que pour le Justicialisme la terre doit appartenir à celui qui la travaille.

Pour commencer nous encourageâmes immédiatement l'accès à la propriété. La hausse des prix des céréales en 1948 et 1949 permit d'ailleurs à quelques paysans d'acheter le fonds dont

ils étaient locataires avec le produit d'une seule récolte. Au cours du premier plan quinquennal plus d'un million d'hectares de terres utiles passèrent entre les mains des exploitants.

C'est délibérément que nous avons agi avec prudence en ce qui concerne la réforme agraire car nous connaissions les inconvénients que présentent les processus artificiels et hâtifs.

De Lycurgue à nos jours la réforme agraire a presque toujours provoqué des révolutions sanglantes. En Russie l'exode campagnard ne fut évité qu'a coups de mitrailleuses. Au Mexique la réforme agraire coûta la vie de centaines de milliers d'habitants.

Nous aurions pu, nous aussi, la réaliser de cette manière chaotique. Mais, ennemis des procédés sanglants, nous avons préféré la réaliser par étapes et rationnellement.

Dans ce genre de réforme, il faut penser en premier lieu à former des unités économiques faute desquelles on passe du latifundium au minifundium qui n'est pas moins préjudiciable à l'économie sociale de l'agriculture.

Le problème du latifundium dans notre pays est sérieux ; il est toutefois nécessaire de bien distinguer ce qui est réellement un latifundium. Les gens superficiels, en particulier les politiciens, considèrent comme un latifundium toute grande étendue de terre appartenant à un seul propriétaire même si cette terre fait l'objet d'une exploitation rationnelle.

C'est une grande erreur, il n'y a latifundium que si la terre est mal ou pas cultivée. Les grandes exploitations rationnelles sont les meilleures au point de vue économique. De même qu'il est préférable de posséder une usine de dix mille ouvriers à des ateliers de mille, il vaut mieux, en agriculture, encourager le régime des grandes exploitations.

Ceci ne veut pas dire que dans notre pays les petits et grands latifundia n'existent pas, mais la plus grande partie en est constituée par les terres appartenant à l'Etat.

C'est pour cette raison que tandis que le processus de tranfert des terres privées se poursuivait lentement nous ordonnâmes que l'on distribue rapidement les terres d'Etat.

Nous voulions une réforme lente mais sûre, se réalisant en vingt ans pour qu'il n'en résulte pas un remède pire que le mal.

Grâce à elle et à la politique de prix de stimulation nous avons augmenté considérablement la politique agricole. L'état social de la campagne argentine s'est amélioré dans la même proportion que celui des villes. Il fut possible d'établir et de consolider cet équilibre grâce à la politique continue et vigilante du gouvernement.

L'expansion industriellle

J'ai lu quelques-unes des affirmations et déclarations que les personnages consulaires de la révolution ont faites à la presse étrangère en ce qui concerne l'industrialisation du pays. Elles me confirment dans l'idée que j'avais : ces gens ne savent rien de rien.

En 1945 le Conseil National de l'après-guerre dont j'étais président, parvint, après une longue et judicieuse étude de l'industrie argentine, à la conclusion que l'après-guerre poserait un grave problème d'existence à l'activité industrielle si le gouvernement ne prenait pas les mesures adéquates pour la défendre. C'est ce que souligna également une délégation d'industriels de toutes les branches qui rencontra le président provisoire d'alors, le général Farrel.

En effet pendant les cinq années de la seconde guerre mondiale aucun objet manufacturé ne parvint dans le pays. L'industrie argentine se développa d'une façon extraordinaire pour pallier l'absence de machines de provenances étrangères. Il est indéniable que les coûts de production étaient plus élevés et pourraient difficilement supporter dans un marché ouvert la concurrence de l'industrie nord-américaine et européenne. Ce même phénomène s'était déjà produit en 1918 après la pre-
pouvaient difficilement supporter dans un marché ouvert la
marché à l'importation et peu de temps après les industriels qui avaient bien ou mal servi leur pays se virent ruinés du jour au lendemain avec le terrible choc que cela supposait pour l'économie argentine.

Telle fut l'origine de cette longue étude de la situation argentine car dans l'économie les problèmes ne sont jamais isolés ni partiels. La consommation, la production, l'industrialisation et la distribution sont des activités étroitement liées. Ce fut ainsi qu'un problème de protection se transforma peu après en un problème d'industrialisation. L'évolution naturelle des communautés nationales est marquée dans l'histoire des nations par des étapes de métamorphoses. Des peuples de bergers deviennent des peuples de cultivateurs pour se transformer finalement en communautés industrielles. Les étapes ne peuvent être accélérées mais on ne peut pas non plus arrêter l'évolution. De sorte qu'il ne dépend pas d'un « héros » qu'un peuple s'industrialise ou non.

La nécessité de l'industrialisation est imposée par les conditions générales de l'évolution et s'impose en particulier plus pour des nécessités démographiques que pour toute autre considération, en dehors des nécessités de l'économie collective.

Le cas de notre pays est d'une éloquence sans réplique. La République Argentine avec une population voisine de 20 mil-

lions d'habitants est arrivée à un haut degré dans son évolution technique et culturelle ainsi que dans son évolution économique où s'est trouvé posé le problème de la haute concentration démographique.

En faisant abstraction d'autres considérations, au bénéfice de la synthèse nous pouvons affirmer que les trois quarts de sa population sont maintenant de caractère urbain et un quart rural. En d'autres termes tandis que cinq millions d'Argentins produisent la nourriture et les excédents d'exportation, quinze millions qui peuplent les villes et les villages doivent se consacrer à d'autres activités.

En considérant que cinq millions de citadins se consacrent au commerce et aux professions libérales, resteraient environ dix millions d'habitants parmi lesquels au moins cinq millions sont des adultes aptes au travail industriel.

Si étant donné cet état de fait, nous n'industrialisons pas le pays, quinze millions d'habitants devraient vivre aux dépens de la production agricole, tandis que cinq millions de citoyens actifs devraient, par manque de travail, pulluler dans les villes et les villages.

Ce problème sera chaque jour plus grave avec l'augmentation de la population et la diminution des besoins en main-d'œuvre qu'apporte la mécanisation de l'agriculture.

En revanche rien de plus juste et de plus utile que les masses urbaines fournissent la campagne grâce à la production industrielle. Ceci établit un véritable équilibre et permet de fermer le cycle interne de l'économie renformée par le caractère complémentaire des diverses activités que stimule la production, la transformation, la distribution et la consommation. Si ces considérations imposent l'industrialisation argentine, l'état de choses actuel dans le domaine des échanges de matières premières industrielles conseille d'en accélérer le processus.

En effet on nous paye actuellement pour les matières premières que nous exportons des prix insuffisants, en échange on nous réclame des prix exagérés pour les articles manufacturés que nous recevons en paiement.

C'est en considération de ces faits que dès 1945 nous décidâmes d'entreprendre tout un programme d'industrialisation qui comprenait :

Premier plan quinquennal : protection, consolidation et extension des industries existantes.

Deuxième plan quinquennal : développement complet jusqu'à l'industrie lourde dans la mesure de nos possibilités financières et techniques.

Troisième plan quinquennal : expansion industrielle pour faire face à tous les besoins nationaux.

Ces plans se sont réalisés avec une exactitude mathématique avec le concours des entreprises nationales publiques et privées et celui de nombreuses et prestigieuses firmes étrangères installées dans le pays avec un capital financier et technique important.

Grâce à cette action l'industrie a évolué d'une manière prodigieuse. En 1946 quand je pris le pouvoir on ne fabriquait même pas dans le pays les épingles que consommaient nos modistes. En 1955 j'ai quitté un pays où l'on fabriquait des locomotives, des camions, des tracteurs, des automobiles, des motocyclettes, des machines à coudre, à écrire et à calculer et où l'on construisait des navires.

FIN

Notre prochain numéro :

NUMERO SPECIAL

consacré à

Drieu la Rochelle

ÉTUDES — TÉMOIGNAGES — SOUVENIRS
TEXTES CHOISIS
TEXTES INÉDITS

Retenez-le dès maintenant chez votre libraire ou chez votre marchand de journaux.

Le numéro, 160 pages : **300 frs**

Comme tous nos numéros spéciaux, ce numéro est fourni sans supplément à tous nos abonnés.

Pierre HOFSTETTER

BEVAN LE TERRIBLE

La perspective d'un retour des socialistes au pouvoir se confirme toujours davantage en Grande-Bretagne, La dernière élection partielle, à Ipswich, n'a donné que 33 % des voix aux conservateurs qui, il y a deux ans, dans ce même Ipswich, en avaient obtenu 47 %. Ipswich est la dix-neuvième élection partielle en vingt-quatre mois au cours de laquelle le parti tory a essuyé de lourdes pertes. On prétend donc avec de plus en plus d'assurance que le Labour l'emportera aux élections générales qui, normalement, doivent prendre place en 1960. Il est déjà facile de prévoir qu'une Grande-Bretagne redevenue socialiste comporterait de lourdes conséquences pour l'Occident. La conférence annuelle du parti travailliste à Brighton, fin septembre et début octobre passés, a permis de se rendre compte de ce que serait la politique du Labour revenu dans les ministères de Whitehall et au 10, Downing street. Laissons de côté, pour l'instant, l'aspect local, intérieur de cette politique, pour n'examiner que sa partie internationale.

La politique étrangère du Labour party au pouvoir serait de chercher à réaliser l'unification de l'Allemagne « à l'intérieur de l'O.N.U. mais en dehors des alliances rivales », au sein d'un traité « tout européen » basé sur la Charte de l'O.N.U. « et accompagné d'un accord pour réduire, limiter et contrôler les armements européens et retirer les troupes étrangères d'Allemagne et de ses voisins ». Cette politique implique naturellement la mise en pièces de l'O.T.A.N. et du soit disant « pacte » de Varsovie. Elle ferait de l'Europe une terre démilitarisée, neutralisée, paralysée et pour tout dire « onufiée ». Il est vrai que les socialistes anglais ont toujours été plus sensibles au développement de la personne humaine chez les Zoulous qu'à la grandeur, au prestige, à la défense de notre continent.

Pour le Moyen-Orient, la politique étrangère du Labour prévoit de collaborer avec l'U. R. S. S. « aussi bien qu'avec les U.S.A. » par le truchement de l'O.N.U., pour accorder une aide économique et technique (on ne précise pas qui en profiterait), maintenir la paix et contrôler le trafic d'armes. Il est ajouté : « Cette politique implique de toute évidence le démantèlement

du pacte de Bagdad et l'opposition à la doctrine Eisenhower ». Voilà qui fera plaisir aux Soviets ! Pour ce qui est de l'Extrême-Orient, le Labour considère comme essentiel de collaborer avec la « République populaire de Chine » comme disent les thuriféraires socialistes du sanglant régime de Mao-Tsé-Toung, dont le caractère « populaire » s'est soldé jusqu'ici par l'anéantissement de vingt à trente millions d'opposants au régime. Cette collaboration du Labour avec Pékin se ferait une fois de plus par le truchement de l'O.N.U. « afin de régler les problèmes pendants et organiser la paix ». Et il est souligné : « Cela, naturellement, signifie l'abandon du S.E.A.T.O. »

Il faut noter que les socialistes anglais optent pour le transfert « des relations entre grandes puissances suivant un équilibre exprimé par des alliances rivales et une course aux armes nucléaires », à l'O.N.U., « à travers des accords sur le désarmement et des accords régionaux Est-Ouest basés sur la Charte ». En gros, la politique du Labour est de tout remettre à l'O.N.U., dont on connaît les étonnantes capacités à combattre l'Europe mais à respecter l'Empire soviétique, d'abattre les barrières défensives de l'Occident, de neutraliser et immobiliser l'Europe et bien sûr de faire participer les Soviets à toutes sortes de négociations. Selon les socialistes, la politique étrangère du Labour serait toujours conforme à la définition qu'en donna Attlee, alors qu'il était encore leader de l'opposition, à la Chambre des Communes le 14 mars 1955 : « Essentiellement, nous devrions essayer d'amener ensemble les Etats-Unis et la Russie soviétique, parce que le plus grand danger dans le monde est la complète séparation de ces deux grandes puissances, et le fait, qui je crois est vrai, que l'Union soviétique craint les U.S.A. et les U.S.A. l'Union soviétique — et la peur est mauvaise conseillère ».

Rapprocher les Américains et les Soviétiques : telle serait donc, en dernière instance, la politique étrangère que les socialistes britanniques poursuivraient si la folie du suffrage universel les ramenait au pouvoir.

Quel que puisse être le degré passé, actuel ou à venir d'animosité et d'hostilité des Français et d'autres Européens à l'égard de l'Amérique, cette manière simpliste, grossière, parfaitement dans le caractère d'un travailliste auquel on pourrait appliquer le mot cinglant d'Henri Béraud : « un pâle crétin de démocrate » de mettre sur le même pied les Etats-Unis et l'U.R.S.S., et de croire qu'il suffit de les « rapprocher » pour que tout finisse par bien aller dans le meilleur des mondes, est grotesque et insane. L'Amérique, malgré tous ses torts, tous ses crimes et toutes ses injustices, est européenne d'origine et bien souvent de pensée et de conception. L'Occident, c'est l'Europe et l'Amérique. Dans une circulaire de la « National Review » de New-York adressée à ses lecteurs, je relève : « Aidez-nous... à combattre pour l'Amérique, pour la liberté et pour la protection de deux mille

cinq cents ans de culture occidentale ». Les Etats-Unis, en tant que tels, n'existaient pas voici deux mille cinq cents ans ! L'Amérique nationale est consciente de l'héritage européen à défendre. L'U.R.S.S. est l'ennemie implacable de la nation américaine comme des nations d'Europe. Ce qu'il faut rapprocher, c'est l'Amérique et l'Europe, puisque, quoiqu'il arrive, le bolchevisme, les Soviets demeurent l'ennemi numéro un.

Si, en 1960, les socialistes reviennent au pouvoir en Grande-Bretagne, Aneurin Bevan sera de toute vraisemblance le ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni, voire par la suite, car Gaitskell n'est plus qu'un sous-Attlee, son premier ministre.

Aneurin Bevan est un ami des Soviets. C'est aussi un ennemi de l'Europe et de l'Occident. Toutes les attitudes politiques de ce Gallois exarcerbé correspondent avec la politique soviétique. Qu'au congrès travailliste de Brighton, par exemple, Bevan ait déçu ses partisans du groupe bevaniste en se prononçant pour la poursuite de la fabrication de bombes atomiques ou à l'hydrogène par la Grande-Bretagne « tant que les autres grandes puissances n'y ont pas renoncé », ne doit tromper personne : cette prise de position soudaine faisait suite au voyage de Bevan chez Khrouchtchev, et il n'est pas impossible que le Soviétique l'ait engagé à prendre une telle attitude ; en effet, en apparaissant s'être « modéré », même au risque de choquer ses partisans, Bevan met d'autres cartes dans son jeu, il n'effraie plus cette importante aile dite précisément « modérée » du parti, il peut compter sur certains suffrages de libéraux obsédés par le marxisme, bref il joue gagnant aux prochaines élections générales.

Il va de soi, pourtant, qu'Aneurin Bevan n'a pas changé ses idées politiques d'un iota. On a pu s'en rendre compte lors de sa récente visite de trois semaines aux Etats-Unis. Constatons tout d'abord que les Américains ont été assez larges d'esprit, assez généreux ou assez naïfs, pour recevoir chez eux, inviter à parler et convier à divers banquets, un politicien qui, depuis toujours, les poursuit de sa haine coriace, de sa hargne et de son anti-américanisme pathologique. La presse du Nouveau-Monde, qui s'échauffe vite, fut extrêmement polie et correcte à l'égard du visiteur dont elle a cependant toujours connu les sentiments. Par contre, imagine-t-on le tollé général, le déferlement de protestations qui auraient accueilli la visite d'un Joe McCarthy en Grande-Bretagne, depuis les sectaires de la presse socialiste et libérale jusqu'au « Times », qui prétendait encore, sans rire (le « Times » ne sait jamais rire), l'autre jour que le retard américain dans la conquête de l'espace était dû, tenez-vous bien, au mccarthyisme !

Joe McCarthy eut le tort d'être un anticommuniste d'une sincérité obstinée, qui n'admettait par les petites combines louches de la « coexistence » et qui combattait les communistes aux U.S.A. où qu'ils soient et quels qu'ils soient. Ce fut, voici juste

une année, le seul sénateur américain à prendre ouvertement, carrément position pour une intervention U.S. en Hongrie et contre l'attitude de ferme hostilité de Washington à l'égard de l'intervention franco-britannique d'Egypte. Bien entendu, aucun des « pro-interventionnistes » de Londres ou de Paris ne l'a noté. On détestait McCarthy en France et en Grande-Bretagne parce qu'autrefois, il critiqua violemment la politique de Washington d'aide à ces deux pays, considérant que des Etats plus résolument anticommunistes comme l'Espagne ou l'Allemagne fédérale devraient recevoir la priorité. Londres ne lui a jamais pardonné non plus ses virulentes critiques de la politique britannique à l'égard de la Chine rouge.

Bref, alors qu'un Joe McCarthy eût été hué en Grande-Bretagne, Bevan a été correctement, poliment reçu aux U.S.A. Et pourtant cet ancien mineur (on le dit ancien mineur, mais la chose n'a jamais pu être prouvée) enrichi dans la politique puisqu'il possède aujourd'hui une grande ferme, ce révolutionnaire marxiste invétéré qui s'habille maintenant chez les tailleurs en vogue de Saville Row, n'eut pas un seul mot, ne disons pas de flatterie, mais de simple cordialité, de sympathie pour l'Amérique. Toutes ses conférences, tous ses discours furent résolument, foncièrement anti-américains dans leur fond comme dans leur forme. Aneurin Bevan s'est un peu présenté aux U. S. A. comme le futur Foreign secretary de Grande-Bretagne avec lequel il faudra traiter un jour. Ce futur Foreign secretary a montré qu'il ne portait pas les Américains dans son cœur.

Il a naturellement plaidé pour la reconnaissance diplomatique de la Chine rouge par Washington. Sa solution pour le Moyen-Orient est, comme on pouvait s'y attendre, une « conférence à quatre » avec l'U.R.S.S. bien entendu. Il s'est prononcé en faveur de l'acceptation de la proposition soviétique de désarmement ; cette proposition, selon lui, n'est pas « une manœuvre de propagande ». Il favorise au surplus une nouvelle « rencontre au sommet », selon le désir soviétique. Et enfin, à son avis, la tension Est-Ouest peut être apaisée en brisant les barrières qui nous séparent de l'U.R.S.S. Pour le reste, Bevan a exprimé avec insolence quelques jugements assez blessants pour ses hôtes : le peuple américain est « sloganisé », les étudiants sont « stéréotypés », les leaders U.S. « vont en tâtonnant ». Interrogé au sujet du départ de Joukov, il répondit, faisant une allusion dénuée de toute correction à l'égard d'Eisenhower qui venait de le recevoir la veille : « C'est une bonne chose que Joukov ait été déplacé. On devrait retirer de la politique tous les généraux de la deuxième guerre. »

Certains Américains ont expliqué la profonde antipathie de Bevan pour le Nouveau Monde par le fait que celui-ci sur le plan économique est une contradiction vivante de toute la doctrine socialo-marxiste. Un industriel, Gordon W. Reed, qui assista

à la conférence de Bevan prononcée devant l'Economic-Club de New-York, a dit : « Ce qui l'ennuie profondément est le succès de notre entreprise libre et de notre système capitaliste ». Et d'ajouter : « Le fait que la General Motors, par exemple, ait plus d'actionnaires parmi les Américains moyens qu'elle n'a d'employés, est extrêmement vexant pour Bevan. Karl Marx aurait considéré une telle situation comme paradisiaque. Mais elle n'amuse pas Bevan, qui s'en trouve contredit dans toutes ses idées préconçues. »

On ne peut, d'autre part, oublier que Bevan, comme les Nehru, les Tito et autres Nasser, est un adversaire implacable de notre société occidentale. Et cela explique la violence de son verbe et son paroxysme idéologique. Bevan, comme Mendès, milite pour la liquidation finale, absolue des dernières provinces impériales de son pays. Il veut rapetisser celui-ci pour mieux le dominer. Il veut en faire une « démocratie populaire », neutraliste et pro-soviétique, dont il sera le Kadar. Bevan nourrit à l'égard de la société dite « bourgeoise », à l'égard de la « gentry » et des classes moyennes une haine rapace qui l'aveugle entièrement. « Faire payer les riches ! » criaient les socialistes s'emparant du pouvoir en 1945. Aujourd'hui il n'y a plus de riches, exception faite des parvenus du Labour, de quelques businessmen habiles, et d'administrateurs travaillistes engraissés dans les entreprises nationalisées. Mais des barrages subsistent : la démocratie « populaire » et marxiste rêvée par Bevan n'est pas pour demain. Cependant, 1960 n'est pas loin, la perspective d'une victoire socialiste se précise et du train où vont les choses, ce n'est pas le gouvernement Macmillan (dont on prétend qu'il est le plus impopulaire depuis Ramsay Macdonald) qui empêchera une telle victoire. Avant d'aller trafiquer en Tunisie, M. Macmillan aurait peut-être, pour l'intérêt de son pays comme pour celui de l'Europe, avantage à d'abord balayer devant sa porte et à loger, nourrir, faire travailler convenablement la nation britannique. Il est vrai que la Grande-Bretagne vit en démocratie et que le règne de la démocratie, sauf de rares exceptions, est celui du mensonge.

Pierre HOFSTETTER.

CHRONIQUE DU MOIS

Un paralysé qui aura la vie dure

JAMAIS peut-être on n'a entendu parler autant de crise du régime. Dans les journaux, dans les partis, dans les discours de nos personnages consulaires on s'inquiète ou on fait mine de s'inquiéter, on s'interroge gravement sur les remèdes, on prédit avec des accents dignes de Cassandre, le plus sombre avenir à la République si elle ne se réforme pas.

La crise apparaît même si grave à certains qu'ils vont jusqu'à parler d'agonie du régime. Maurice Bardèche montrait il y a quelques mois combien sont trompeuses les espérances que peut faire naître chez ses adversaires l'évocation d'une telle perspective par ceux-là mêmes qui doivent tout au régime et comment ceux qui parlent de son agonie ne pensent en fait à rien d'autre que sa miraculeuse résurrection par le Général de Gaulle. Le peuple souverain, lui, s'inquiète beaucoup moins et même apparemment pas du tout, tant son bon sens naïf le persuade que la crise est la maladie chronique et même l'état naturel du régime.

Le peuple souverain sait que les maladies chroniques tuent rarement ceux qu'elles frappent et qu'on peut très bien s'habituer à vivre avec elles à condition de leur faire sagement leur part et il croit que cela est vrai aussi pour la France puisqu'elle n'est pas encore morte du régime, sa maladie honteuse. Indifférent à la force grossière qui ne fait plus rire personne où tous les Sganarelle du régime jouent à qui criera le plus fort pour dénoncer les vices de son maître, il continue comme on dit à vaquer à ses occupations.

Pourtant si nous ne croyons pas que la fin du régime soit actuellement une espérance raisonnable puisqu'on ne voit pas, en dehors des communistes, quels héritiers pourraient sérieusement prétendre à sa succession, nous pensons que l'inquiétude de ceux qui parlent de crise du régime n'est pas tout à fait injustifiée.

Un fait nous paraît en effet, depuis quelques semaines, s'imposer avec de plus en plus d'évidence, c'est la paralysie croissante du régime et de ses institutions.

Cette paralysie a son origine dans le résultat des élections du 2 janvier 1956 qui ont envoyé à l'Assemblée nationale 200 députés communistes et poujadistes hostiles au régime et dont les votes, étant donné qu'on les excluait d'emblée de toute majorité, ne pouvaient avoir qu'un effet négatif puisqu'ils ne pouvaient servir qu'à renverser les gouvernements et non à les former. Trois autres facteurs l'ont favorisée :

1° Le refus obstinément opposé par les socialistes depuis le début de la législature à toutes les tentatives de résurrection du Front populaire ;

2° L'éclatement du radicalisme, colonne vertébrale de la République, sous l'action de Mendès-France qui aura ainsi contribué grandement à accélérer et à aggraver la crise du régime, ce dont nous aurions ici mauvaise grâce à ne pas leur être reconnaissants, en empêchant le parti radical de continuer à jouer son rôle traditionnel d'arbitre de la politique française ;

3° L'incapacité dans laquelle se trouve le M.R.P. de prendre le relais des radicaux, tant en raison de ses contradictions idéologiques et politiques internes qu'en raison du veto socialiste dû au refus de la S.F.I.O. de voir un pacte confessionnel et clérical arbitrer le jeu parlementaire.

La durée exceptionnelle du cabinet Guy Mollet et la liberté d'action paradoxale dont jouit pendant un an et demi ce gouvernement minoritaire ne s'expliquent ni par un inattendu et soudain assagissement des mœurs parlementaires, ni par le sens patriotique des chefs de la droite. Elles s'expliquent par le « gel » de la politique française consécutif aux élections de 1956 dont le résultat bloquait le jeu parlementaire en ne permettant qu'une seule combinaison gouvernementale viable, celle de centre-gauche, soutenue par le M.R.P. et la droite.

La logique de cette situation aurait voulu que le cabinet Mollet durât pendant toute la législature puisqu'il est avéré : 1) que l'attitude du M.R.P. rend impossible la constitution d'un gouvernement de centre-droit soutenu par les socialistes ou bénéficiant de leur neutralité ; 2) qu'un gouvernement « centriste » n'est plus possible en raison de l'aggravation du déclin du radicalisme et des petites formations qui gravitent autour de lui ; 3) qu'un cabinet de « concentration républicaine » comme le cabinet actuel ne saurait résister longtemps à l'antagonisme de plus en plus âpre des sociailstes et des modérés.

Mais la logique, on le sait, ne gouverne jamais durablement l'attitude des parlementaires

En contribuant de façon décisive au renversement du cabinet Guy Mollet puis à celui du cabinet Bourgès-Maunoury les mo-

dérés ont montré que, contrairement à ce qu'on avait pu croire pendant quelques mois, ils refusaient d'admettre les conséquences logiques de la situation créée par les élections de 1956. Ce faisant ils ont sans doute mis fin à l'immobilisme parlementaire qui a caractérisé les dix-huit premiers mois de la législature mais ils ont provoqué une crise politique que la formation du cabinet Gaillard n'a qu'apparemment résolu et que sa chute pourrait rendre inextricable. La gravité de cette crise tient à ce que le durcissement des positions socialiste et modérée conjuguée avec l'impuissance du radicalisme peut arriver à rendre impossible la formation d'un gouvernement quelqu'il soit et par conséquent à paralyser l'Etat.

Pour éviter cette impasse redoutable, trois solutions sont en général envisagées. La La première est celle du Front populaire. Seuls jusqu'à présent les communistes la proposent ouvertement. Ses partisans non communistes, mendésistes ou socialistes minoritaires, jugent plus prudent et plus habile de parler pour le moment d'« ouverture à gauche » et d'alliance tactique avec les communistes pour la solution de problèmes précis, par exemple le problème algérien. C'est aussi qu'ils ont conscience qu'un gouvernement de Front populaire soutenu par une majorité de Front populaire est impossible dans l'état actuel des choses, d'abord parce que la S.F.I.O., où Guy Mollet vient de regagner une partie du terrain qu'il avait perdu au profit de la minorité gauchiste, reste fidèle à un anti communisme vigilant qui s'est récemment manifesté par l'interdiction faite aux militants, par le conseil national du parti, de s'inscrire à la C.G.T., ensuite parce que le Front populaire a supposer même que les Socialistes finissent par l'admettre, n'a pas la majorité dans le Parlement actuel. En outre, les conséquences que l'avènement d'un gouvernement de Front populaire aurait certainement sur notre politique étrangère sont trop redoutables pour ne pas faire reculer un grand nombre de ses partisans mendésistes et socialistes.

La deuxième solution de plus en plus ouvertement envisagée depuis quelques semaines par les chefs modérés est celle de la dissolution et du recours à des élections anticipées dont ils espèrent naturellement qu'elles leur seraient favorables et qu'elles permettraient de dégager la majorité introuvable dans le Parlement actuel.

Elle ne semble guère pour le moment avoir des chances d'être adoptée en raison de l'attitude très réservée des socialistes qui lui avaient d'abord paru favorables. En outre sans modification de la loi électorale actuelle, encore que nous pensions qu'il ne faille pas s'attendre à un effet spectaculaire d'une telle modification qui ne remédiera d'ailleurs en rien aux vices profonds du système, il est à peu près certain que la composition du nouveau

Parlement sera à peu près identique à celle du Parlement actuel. On pourrait seulement s'attendre à des changements aux deux extrémités de l'hémycile c'est-à-dire à une réduction très importante du groupe poujadiste dont bénéficieraient les modérés et à une augmentation sensible des effectifs communistes grâce à l'apparentement fort probable du P.C. avec la nouvelle « Union de la Gauche socialiste » qui ferait perdre des suffrages aux socialistes et au radicaux mendésistes.

Comme il ne faut absolument pas s'attendre à une modification de la loi électorale étant donné que près de 250 députés communistes et M.R.P. sont hostiles par doctrine au scrutin majoritaire qu'il soit de liste ou uninominal, départemental ou d'arrondissement et qu'au minimum une centaine d'autres dans tous les groupes, apparemment partisans de son rétablissement, voteront certainement contre pour des raisons aisément compréhensibles (rappelons que le vote est secret) ce ne sont donc pas, comme M. Duchet voudrait nous en persuader, des élections anticipées qui permettront au régime d'éviter la paralysie totale qui le menace.

Les socialistes et les modérés espèrent enfin en une troisième solution, à plus lointaine échéance, dont ils croient discerner la possibilité dans les scissions et le déclin du radicalisme et dans le reflux du poujadisme. Ils y voient le début d'une évolution qui pourrait aboutir au regroupement de tous les éléments non communistes du régime en deux grands partis socialiste et libéral. Ce regroupement dont les modérés ont il y a quelques semaines par la bouche de M. Isorni, formulé à nouveau le souhait, et qui supposerait non seulement la disparition des partis du centre que les rivalités de leurs chefs et leurs querelles de clientèles risquent en effet de préceptes, mais aussi celle du M.R.P. dont M. Guy Mollet disait naguère qu'il ne devrait pas exister, nous paraît tout à fait chimérique. D'abord parce qu'il serait contraire à l'individualisme politique traditionnel des Français, ainsi qu'à l'éparpillement, à la fluidité et au byzantinisme des opinions qui caractérisent depuis l'origine la Démocratie française. Ensuite parce que ses partisans nous paraissent sous-estimer la solidité de l'enracinement de la Démocratie chrétienne dans une partie de l'opinion catholique et l'importance du soutien que continue à lui donner directement ou indirectement la grande majorité du clergé qui voit à tort ou à raison dans le M.R.P. le défenseur de la doctrine sociale de l'Eglise.

L'appui officiel et hautement efficace que l'épiscopat a toujours accordé à la presse démo-chrétienne, alors même que cette presse sous l'influence de catholiques néo-modernistes dénonçait le conservatisme du M.R.P., est un exemple frappant de ce soutien indirect.

Ils négligent également la permanence dans la vie politique française d'une opinion hostile à la Démocratie qu'elle soit libérale ou socialiste et qui n'a jamais accordé que par intermittences ces votes aux partis parlementaires traditionnels. C'est cette opinion qui a fait le succès du boulangisme et de la « Patrie française », puis celle des ligues du P.S.F. et du P.P.F. qui a voté gaulliste en 1951 et poujadiste en 1956 et qui demain ne votera pour les candidats de M. Duchet que si elle n'en a pas d'autres sous la main.

Enfin en admettant même que ce regroupement se réalise nous ne croyons pas à son efficacité pour résoudre la crise du régime s'il ne s'accompagne de la dissolution du P.C. En effet, sans cette mesure le regroupement politique que souhaitent socialistes et modérés aura inévitablement pour effet, étant donné que ni les uns ni les autres ne détiendront la majorité absolue, de faire du P.C. l'arbitre souverain de la politique française et de reconstituer le Front populaire.

La seule solution qui permettrait au régime d'éviter la paralysie qui le menace c'est donc la dissolution du P.C. Seuls jusqu'à maintenant les modérés l'ont réclamée, mais ils ne l'ont évidemment fait, sachant quel préjudice elle leur causerait, que parce qu'ils savent aussi que tous les autres partis en particulier les socialistes qui en seraient pourtant les grands bénéficiaires s'y opposent pour des raisons parfaitement aberrantes.

Aucune des solutions que nous venons d'analyser : Front populaire, dissolution et élections anticipées avec ou sans renfort électoral, regroupement des forces du régime, dissolution du P.C. n'ayant de chances d'aboutir ou n'étant efficace le régime risque, à plus ou moins brève échéance d'être condamné à la paralysie.

On ne peut malheureusement en conclure pour autant qu'il est condamné à mort. Certes sa paralysie aggravera les difficultés dramatiques avec lesquelles la France est aux prises : crise financière, question algérienne, crise de l'Union française, mais il est à craindre que ce paralysé n'ait la vie dure puisqu'il n'y à personne pour hâter sa fin et même que l'on en soit réduit à redouter cette fin puisqu'il n'y a personne pour prendre sa succession.

On demande une opposition

Au moment où le régime est menacé de paralysie par l'aggravation de la crise interne et où s'approchent de redoutables échéances, en premier lieu dans le domaine économique et financier où notre situation, dont la gravité réelle est à peu près tota-

lement ignorée du public, risque de paralyser la mise en train du marché commun et par là-même de faire échouer une expérience décisive pour l'avenir de l'Europe, on est bien obligé de constater à nouveau sans plaisir l'impuissance totale de l'opposition non communiste.

On dirait qu'il y a là comme un phénomène de contagion, l'opposition souffrant des mêmes maux qu'elle dénonce avec bruit dans le régime qu'elle est censée combattre ; verbalisme, parseisme, myopie devant les vrais problèmes français, amateurisme, passion de la division. Que l'opposition communiste n'échappe pas non plus à cette contagion et que le communisme français soit aussi décadent que la Démocratie française ne constitue qu'une mince consolation.

Il n'est peut-être pas inutile d'analyser brièvement les causes de cette impuissance pour voir s'il est possible d'y porter remède.

L'opposition non-communiste, qu'on appellerait volontiers l'opposition nationale, si M. Duchet n'avait quelque peu dévalué ce vocable s'en emparant au profit des indépendants, est l'héritière, il faut le dire, dégénérée des mouvements « nationaux » d'avant guerre, c'est-à-dire des mouvements qui, sous l'influence des révolutions du 20e siècle, désiraient changer les institutions politiques françaises.

Ces mouvements, on le sait, ont été complètement détruits par la guerre et par ses suites, spécialement par la révolution de 1944-45 qui s'est acharnée sur leurs chefs et sur leurs militants.

Privés de chefs expérimentés et jouissant d'une autorité indiscutée, privés de cadres de valeur, rassemblant péniblement quelques milliers de militants, parfois miraculeusement épargnés par les fureurs épuratrices, les groupements qui constituent « l'opposition nationale » ne sont pas parvenus à surmonter ce handicap.

Il faut ajouter à cela la disparition totale de la presse quotidienne et hebdomadaire que contrôlaient les « nationaux » d'avant guerre. Cette disparition due également à l'épuration, n'a pas permis à l'opposition actuelle de reconquérir les positions et l'audience que s'étaient acquises, les ligues et plus tard le P.S.F. et le P.P.F.

Sans doute une presse hebdomadaire dont l'influence n'est pas absolument négligeable et dont les animateurs méritent qu'on salue leur courage et leur désintéressement, s'est-elle reconstituée à travers bien des avatars et au prix de pénibles efforts ; mais la comparaison de ses tirages avec ceux des grands magazines nationaux d'avant guerre, montre à elle seule le terrible effondrement de l'opposition au régime : à peine 100.000 exemplaires contre plus de 500.000 avant guerre, alors que la presse hebdomadaire a dans l'ensemble énormément progressé.

Cette absence des moyens essentiels de l'action politique qui constitue la première cause de l'impuissance de l'opposition ne l'a naturellement pas aidé à travailler et à conquérir l'opinion, tâche d'autant plus difficile que, celle-ci, en particulier dans la jeunesse, comme le confirme la récente enquête de l'I.F.O.P. que nous commentons par ailleurs, est de plus en plus indifférente à la politique, de plus en plus imperméable aux idéologies, de plus en plus rebelle aux slogans des propagandes partisanes.

Cette extrême dépolitisation de l'opinion qui théoriquement devrait constituer un danger pour le régime si celui-ci était vraiment démocratique, puisque la Démocratie postule l'existence chez chaque individu d'une conscience politique sans laquelle il n'est pas d'opinion, est en réalité beaucoup moins dangereuse pour lui que pour l'opposition.

Il y a longtemps en effet que la Démocratie en France n'est plus qu'une façade qui dissimule la réalité d'un régime oligarchique que l'indifférence de la grande majorité des Français à la politique n'inquiète nullement car elle l'assure au contraire de leur docilité pour ne pas dire de leur passivité.

Les Français, surtout dans les jeunes générations, ont très clairement conscience de ce fait ; lorsque l'Institut français d'opinion publique les interroge pour savoir s'ils pensent qu'ils peuvent avoir une influence sur les destinées de leur pays, plus de 80 % répondent que non ; questionnés ensuite sur ce qui, à leur avis, va mal en France 90 % répondent le régime.

Le rapprochement des deux réponses serait évidemment beaucoup plus saisissant si la deuxième question avait précédé la première mais l'une et l'autre sont très instructives sur l'état d'esprit actuel des Français et replacer dans le contexte général de l'enquête qui les a suscitées elles montrent à quel point cet état d'esprit limite les possibilités actuelles de l'opposition en dépit de l'optimisme auquel peu, au premier abord l'inviter la deuxième et de l'admirable théorie que la première pourrait lui fournir dans une campagne d'envergure contre le régime.

Que la majorité des jeunes Français pense que ce qui va mal en France c'est le régime, est évidemment très réconfortant pour l'opposition qui, avec les faibles moyens dont elle dispose depuis dix ans, n'a cessé d'en dénoncer les vices. Qu'ils pensent n'avoir aucun pouvoir d'influer sur les destinées de leur pays montre qu'ils ont conscience que dans notre soi-disant Démocratie, la volonté populaire compte en réalité pour rien et que « Les princes qui nous gouvernent » savent avec une habileté que personne ne leur conteste plus, la canaliser dans le sens qui leur convient, l'orienter ou même la détourner ou encore lui faire dire le contraire de ce qu'elle veut.

Les jeunes Français ont ainsi conscience de ce qu'on pourrait appeler **l'aliénation démocratique**, c'est-à-dire d'être dépouillés de leur qualité de citoyens responsables du présent et de l'avenir de leur pays, d'être réduits par un pouvoir incontrolâle et par définition malfaisant au rôle d'administrés munis d'un bulletin de vote, dérisoire, mensonger et inutile.

L'opposition aurait là un magnifique thème de campagne contre le régime si la conscience que les Français ont d'être dépossédés de la France ne les conduisait pas à consentir à leur dépossession, si la constatation qu'ils font que le régime va mal ne traduisait pas la même résignation à l'inévitable que lorsqu'ils constatent que les étés sont pluvieux et froids, si elle ne correspondait pas chez la plupart d'entre eux au sentiment confus qu'il ne peut rien sortir de bon de la politique, que celle-ci est intrinsèquement mauvaise, et si elle ne les amenait à refuser obstinément de participer à ce qu'ils considèrent comme un jeu malhonnête où l'on a tout à perdre et rien à gagner.

C'est là que l'on peut se demander si, lorsque la politique atteint le point de dégradation qu'elle atteint en France sous l'effet du régime, toute action politique, même lorsqu'elle combat cette dégradation n'est pas inévitablement frappée par le même discrédit, en butte à la même indifférence qui touche tout ce qui regarde la politique, et même ne finit pas par connaître cette dégradation, c'est là que l'on peut s'interroger sérieusement sur la possibilité même d'une opposition.

Mais l'impuissance de l'opposition ne tient pas seulement à la pauvreté de ses moyens d'action et à l'inertie d'une opinion lucide mais résignée à un mal contre lequel elle ne veut rien pouvoir, elle tient aussi à des causes internes auxquelles de, tout au moins pour certaines d'entre elles, il ne devrait pas être impossible de remédier.

Il y a d'abord la structure même de l'opposition. Celle-ci n'est ni unique ni unie. Plutôt que de l'opposition, il serait plus juste de parler des oppositions car à la diversité des organisations ou des courants intellectuels qui se la partagent correspond une égale diversité des principes, des positions tactiques et même des objectifs.

Une physiologie de l'opposition, à laquelle nous nous essaierons peut-être dans cette revue, montrerait combien peuvent être parfois opposées sur des questions essentielles ces diverses oppositions et la quasi impossibilité de les réduire à un dénominateur commun si elles ne se décident pas à faire un effort pour rechercher ce qui peut les unir au lieu de s'acharner comme elles le font actuellement, à rappeler ce qui les divise, d'une manière bien souvent superficielle.

Autant et même plus que les ligues ou les partis « nationaux » d'avant guerre les organisations politiques de « l'opposition nationale » se déchirent en querelles de personnes et de clientèle, dont le caractère parfois burlesque et souvent sordide suffit largement à expliquer les effectifs ridiculement squelettiques qu'elles rassemblent. Et nous ne parlons pas des propos calomnieux ou diffamatoires, des accusations boueuses que certains se complaisent trop souvent à répandre sur leur rivaux. Ce spectacle odieux a de quoi décourager les meilleures volontés.

Ce même esprit de chapelle se manifeste hélas, trop souvent dans les journaux de l'opposition auxquels leur isolement dans le régime devrait pourtant conseiller impérieusement de s'épauler. Force nous est bien de constater pourtant chez eux l'absence totale de désir de coopération, qui s'est récemment à nouveau manifestée par la fin de non recevoir qu'ils ont pratiquement opposée à la proposition que Jules Monnerot avait faite dans **La Nation française** de constituer un syndicat de la presse non citée à la radio qui n'aurait été en fait rien d'autre qu'un syndicat des journaux de l'opposition. La réalisation de ce projet pratique et concret n'aurait du soulever aucune difficulté ; elle aurait été le geste symbolique de la volonté d'union de l'opposition ou tout au moins de la volonté de rapprochement des groupes et tendances qui la composent. Elle aurait sans doute révélé le caractère artificiel et nuisible de certaines polémiques, l'intérêt de certaines fusions et permis sur le plan de la structure de l'opposition des regroupements sans lesquels celle-ci continuera à se noyer dans le désordre et la confusion.

Hélas, on attend toujours la création de ce syndicat, on attend toujours que les oppositions veuillent bien prendre conscience de leur nécessaire solidarité. Nous montrerons dans notre prochaine chronique que leurs dissenssions partisanes ne sont pas la seule cause de leur impuissance.

Jacques POILLOT.

Les notes du mois de l'huissier sans chaîne

« Le Petit Crapouillot » cite une information de P. Thurotte :

« *Il y a quatorze années, par l'intermédiaire d'officiers généraux du IIIe Reich prisonniers, la France se voyait offrir le résultat des travaux de savants allemands qui avaient travaillé sur le problème des fusées aux côtés de Walter Dornberger... La proposition allemande se complétait par l'offre de mise à la disposition de la France des ingénieurs et des cadres nécessaires à la mise au point et à l'amélioration des missiles. M. de Gaulle refusait la proposition allemande et, en pleine lune de miel avec Moscou, transmettait la proposition aux Russes qui, faisant litière des idéologies, s'empressèrent d'accepter l'offre de M. de Gaulle et proposèrent la liberté (?) et des situations exceptionnelles aux Allemands que certains possèdent encore... M. de Gaulle en livrant, pour d'obscurs desseins, à une puissance étrangère les secrets de l'astronautique allemande privait ainsi la France et l'Occident d'une découverte sensationnelle et dont on ne sait pas encore aujourd'hui comment elle sera utilisée par ceux qui la possèdent.* »

⁂

A côté de beaucoup de venin distillé par certains organes, le **Canard Enchaîné** a écrit ces lignes à propos des incidents de « La Reine de Césarée », de Robert Brasillach :

« ...*On ne manifeste par contre un type qui a payé le maximum douze ans auparavant. On manifeste plutôt, quand il y a lieu, contre ceux qui, ayant laissé les petits copains payer à leur place, remontent aujourd'hui au mât de cocagne, comme si de rien n'était...* »

⁂

Dans l'émission « Grand Prix de Paris » à la R.T.F., l'acteur-auteur-compositeur Louis Ducreux, en évoquant les filles de joie du second Empire a déclaré : « Le Cinéma serait une forme industrialisée de la prostitution ». On enchaîna très vite...

⁂

Le Sultan du Maroc a été dur pour les Marocains amis de la France : massacrés, dépouillés ou condamnés au bagne. La plupart étaient de hauts dignitaires de la Légion d'Honneur. Tous, y compris les anciens combattants marocains, abandonnés sans garantie à la vindicte des fifis marocains. M.

Bourguiba ne voulant pas être en reste a frappé d'indignité nationale tous les Tunisiens ayant collaboré avec la France avant 1954... depuis l'origine du Protectorat. Ajoutons que l'organe de propagande des rebelles d'Algérie (imprimé à Hambourg) s'appelle **Résistance algérienne**. Les précédents français ont fait école...

⁂

Les petits bénéfices de la profession ministérielle. Jean Galtier-Boissière explique dans son « Petit Crapouillot » :

« Quand M. Félix Gaillard devint grand argentier dans le deuxième ministère Guy Mollet, il eut des déclarations pour le moins cyniques et imprudentes que relata la presse. Il dit par exemple, que les meubles de style des ministères étaient faux alors que les siens étaient authentiques.

« A ce propos, de vieux parlementaires rappelaient des souvenirs. L'un cita le nom d'un ancien ministre (encore vivant) qui, ayant remarqué dans son ministère, un fort joli meuble Louis XV « signé », le fit enlever par un ébéniste réputé du faubourg Saint-Antoine. La « copie » du meuble revint au Ministère tandis que le joyau d'art signé était dirigé vers l'appartement particulier du ministre.

« Le plus piquant de l'histoire est que le faux fut payé par les services officiels (donc les contribuables) sous la rubrique « frais de restauration » du vrai Louis XV.

« Cela pour expliquer que M. Gaillard n'a pas tout à fait tort... au moins dans ce domaine. Un inventaire du garde-meuble national actuel comparé à celui d'il y a cinquante ans donnerait certainement des résultats curieux... »

⁂

UNE RECTIFICATION DE M. JACQUES SOUSTELLE

Nous avons reçu de M. Jacques Soustelle la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

Dans le dernier numéro de votre revue, je lis, p. 51, que le président Ben Gourion, à la suite de l'entretien que j'ai eu avec lui en août dernier à Jérusalem, aurait « refusé tout appui à la France dans l'affaire algérienne ».

Pour vous convaincre de l'inexactitude de cette affirmation, il vous suffira de prendre connaissance du discours prononcé devant les Nations Unies, le 4 décembre, par M. Emile Najar, délégué du gouvernement d'Israël. Vous constaterez sans nul doute que la délégation israélienne a pris, dans cette session comme dans la précédente, une attitude de soutien amical et sans réticence à l'égard de la position française.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Jacques SOUSTELLE.

CHRONIQUE EUROPÉENNE

L'alliance et la communauté

Nos spécialistes de politique étrangère, le nez collé sur l'événement, ont, lors de la grande semaine atlantique de Paris, découvert avec stupeur que l'OTAN battait de l'aile, que MM. Eisenhower et Dulles n'étaient guère d'accord avec MM. Gaillard et Adenauer, et peut-être non plus avec Mr. Mac Millan.

Et de nous dire : « Il faut resserrer la Communauté atlantique », « mettre l'accent sur la politique et l'économique plus que sur le militaire », etc., tout en tartinant de pesantes gloses sur une Déclaration incolore et une communauté qui ne l'est pas moins. Au vrai, cette affaire très simple se termine en histoire de fou : alors que les faits *démontrent* que la solidarité atlantique n'existe qu'au sein d'une alliance défensive, laquelle exclut tout alignement diplomatique des uns sur les autres (pour la raison essentielle qu'au delà des objectifs communs chaque partenaire a ses préoccupations parfois tout à fait opposées à celles de ses coéquipiers), journalistes et politiciens prétendent nier ce qui leur crève les yeux. A savoir qu'une alliance n'est pas une communauté. Dans celle-ci, l'unité de destin, sans être parfaite (sinon ce serait une fusion) est telle que les grandes décisions ne peuvent être qu'unanimes ; dans celle-là, au contraire, chaque problème nouveau exige un examen particulier.

On se souvient des discussions relatives à certains engagements américains à propos de Formose et du Sud-Est asiatique. Dulles soutenait que l'alliance atlantique n'avait rien à y voir — et il avait raison. Il est trop facile d'inférer que la même référence au « monde libre » (où commence-t-il, où finit-il ? Et Tito, et Franco, et Nasser ?...) implique la même diplomatie dans tous les cas. C'est pour l'avoir cru que les Franco-Anglais se sont vus cruellement désappointés lors de

l'expédition de Suez, que les Français ne comprennent pas les réserves (pour ne pas dire plus) de Washington et de Londres en face de l'affaire algérienne, etc.

En 1949, tout était simple, parce que la menace l'était. Le brutal — et prudent — Staline poussait des pointes un peu partout. La création du Pacte atlantique est la conséquence directe du coup de Prague, qui faisait définitivement tomber le rideau de fer ; elle signifiait que le parapluie atomique alors en la seule possession des Etats-Unis, était déployé devant toute attaque frontale éventuelle du glacis européen.

En 1957, les « missiles » russes surclassent ceux de Washington, et à la menace directe contre l'Europe s'est substituée une stratégie planétaire d'encerclement, qui va des maquis communistes du Cameroun au prurit de Djakarta, en passant par le F.L.N., Nasser, la Syrie, aussi bien que par la conquête pacifique du pouvoir dans l'Etat de Kerala ou dans deux provinces de Madagascar. En Europe, bien qu'il faille ne pas se faire d'illusion sur un « gomulkisme » qui se durcit sans pouvoir jamais revenir au stalinisme, et encore moins sur un titisme prétendûment libéral qui maintient Djilas en prison pour crime de courage, des perspectives s'ouvrent : conversations possibles entre Bonn et Varsovie quant à la réunification allemande, possibilités d'évolution de certains satellites, ébranlement certain du pouvoir en U.R.S.S., etc.

Et surtout, l'entrée des Etats-Unis en première ligne, depuis les spoutniks et ce qu'ils signifient, place les partenaires atlantiques sur un pied d'égalité. Il faut *tenir* en attendant « l'arme absolue » américaine : Washington a besoin de l'Europe. On le savait déjà : l'Europe perdue, l'Amérique du Nord ne serait qu'une île assiégée ; mais voici aujourd'hui cette dernière exposée aux coups directs sans pouvoir riposter autrement que grâce à la ceinture de bases dont elle a encerclé le bloc totalitaire. Encore les bombardiers à réaction du *Strategic Air Command* ont-ils peu de chances d'atteindre les centres vitaux russes : ils sont trop lents à l'ère des intercepteurs téléguidés. La demande relative au stockage d'ogives thermo-nucléaires et à l'établissement de rampes de lancement d'engins intermédiaires sur le sol européen est plus que justifié. Quelle sottise d'en faire un sujet de discussion pour l'électeur moyen ! O, « char mérovingien de la démocratie » ! comme disait Maurras, ô diplomatie sur la place publique ! *L'Humanité* affole ses lecteurs, et les zozos qui ne demandent que ça. Naturellement, pas un mot sur les quelque

100 rampes de lancement déjà installées en territoire soviétique...

Ceci dit, les réserves marquées ici et là devant les cadeaux américains, et surtout, horreur ! par le si fidèle chancelier Adenauer, s'expliquent. Si les Etats-Unis sont sous le feu des engins intercontinentaux soviétiques (quelle précision ?), l'Europe, elle, est sous celui des bombardiers et des engins moyens, infiniment plus précis. Des risques sont sûrement à prendre — à condition qu'ils soient payants. Mais attirer des représailles sans certitude que les Américains tireront les premiers, cela demande réflexion.

Ici, les propositions polonaises, celles de Boulganine et celles de Georges Kennan se recoupent : il s'agit de « neutraliser » une portion plus ou moins grande de l'Europe. Nous qui, au rebours des Américains, savons ce qu'est la guerre sur notre sol et imaginons à peine ce que serait une apocalypse atomique (peut-être illusoire, des guerres révolutionnaires limitées étant beaucoup plus à craindre), nous serions prêts à nous faire une raison... Mais 1° ceci laisserait les Russes tout près et les Américains très loin ; 2° aucune garantie n'est concevable sans un système de contrôle et d'inspection aux pouvoirs illimités. N'oublions pas que les Russes ont pu préparer dans le plus grand mystère le lancement de leurs deux spoutniks sans que personne en sache rien (et au mépris des engagements souscrits pour l'année géophysique internationale), tandis que le monde entier a suivi la gestation laborieuse et la fin lamentable de Pamplemousse.

Il serait absurde de demander aux Américains de nous défendre tout en leur interdisant d'en employer les moyens. Pourtant, cette sorte de front uni des Continentaux (car la Grande-Bretagne n'en est pas, en dépit des cris de Bevan, qui sera d'ailleurs peut-être au pouvoir l'an prochain et alors...) n'a pas seulement pour origine un sentiment assez sordide de dédain pour des Américains incapables de rattraper rapidement les Russes — sentiment d'autant plus injustifié que nos promesses sont encore à l'état de velléités. Il tient à la re-découverte par l'Europe de sa communauté de destin, à la fois culturelle et géographique.

Les Européens tournent en rond. Ils se disputent pour des sottises : la répartition des présidences et des villes de l'Europe des Six, les brouilles entre les ministres des Quinze de Strasbourg et l'assemblée consultative, etc... C'est la surface,

l'aspect futile et décevant que revêt toute action politique. Pourtant, en profondeur et malgré les périls certains d'une « détente » qui n'est qu'un mauvais camouflage des inébranlables desseins du Kremlin, l'Europe vient de prendre conscience de sa spécificité, de son originalité, du rôle que, dans la fidélité atlantique, elle peut et doit jouer sur la scène mondiale. Cette intuition l'avait effleurée en 1945-1948. La voici plus précise, plus contraignante, plus dramatique.

Au lieu de bâtir une vide « Communauté atlantique » qui ne correspond à rien, les Européens (avec l'aide des Américains intelligents) doivent profiter de ce regain de lucidité pour forger leur unité. Après le Marché commun et Euratom : la Communauté *politique*. C'est le seul moyen de refaire de l'alliance atlantique la sauvegarde militaire efficace de nos autels et de nos foyers.

Pierre SAUCHET.

Informations Européennes

Conseil de l'Europe.

La Table Ronde des « Sages » s'est réunie à Paris sous la présidence de M. Dehousse, président de l'Assemblée consultative de Strasbourg. Les 43 participants se sont mis d'accord sur les points suivants :

— Nécessité pour les membres des « Commissions européennes » du Marché commun et de l'Euratom d'être composées « d'hommes politiques de premier plan ».
— Il faut installer dans une même ville toutes les institutions européennes.
— Chaque gouvernement national devrait comprendre un ministre des Affaires européennes.
— Utilité d'une fusion entre Conseil de l'Europe et OECE (Mais le Comité des Ministres a déclaré vouloir attendre la réalisation de la zone de libre échange...).
— Complément du Marché commun par une zone de libre échange.
— Coordination de la politique des Etats européens par des consultations régulières entre ministres des Affaires étrangères.
— Election au suffrage universel de l'Assemblée commune des trois communautés (CECA, Marché commun, Euratom).
— Action d'information sur le Marché commun auprès des populations africaines.

Deux après la signature à Paris d'une *convention relative à l'assimilation à des citoyens nationaux des ressortissants des Etats membres du Conseil de l'Europe,* le représentant permanent au Conseil de l'Europe de la Norvège vient de déposer le

premier instrument de ratification de cette très importante convention. Il n'est pas inutile d'insister sur l'intérêt capital pour l'Union européenne d'une telle mesure ; elle prouve que, bien « utilisées », les institutions de Strasbourg, pour imparfaites qu'elles soient, peuvent être très efficaces. Espérons que les 14 autres signataires imiteront rapidement la Norvège.

Le Comité des ministres, encore ébranlé par l'attaque récente de l'Assemblée consultative, a demandé au Secrétaire général de faire chaque année *un rapport sur la coopération européenne* — ceci afin de répondre aux critiques des délégués, qui le taxent d'immobilisme.

La suppression générale des *passeports* entre les 15 est en bonne voie. On sait que des accords bilatéraux ont déjà été signés à ce sujet, notamment entre la France, l'Allemagne, l'Italie et les pays du Benelux.

Communauté Charbon-Acier.

La Haute Autorité a accordé une aide précieuse pour les *constructions et logements* destinés aux ouvriers du fer et du charbon. Le 4 décembre, une cérémonie a marqué dans la Ruhr la remise à son bénéficiaire du dix millième logement.

La production de coke des six pays de la Communauté s'est élevée, pour les 9 premiers mois de 1957, à 64,1 millions de tonnes, soit une augmentation de 2,1 millions de tonnes sur la période correspondante de 1956.

Acier : 315.000 tonnes de plus en novembre 1957 qu'en novembre 1956 (5.193.000 tonnes contre 4.878.000). Fonte : 205.000 tonnes de plus (3.899.000 tonnes contre 3.684.000).

Discriminations. Refusée par la Haute Autorité : la subvention accordée par le gouvernement allemand aux charbonnages (1.5 mark par tonne) pour aider ceux-ci à verser une prime spéciale aux mineurs. Accordées : une majoration pendant deux ans, à partir du 1er février 1958, par la France et l'Italie, des droits de douane concernant certains aciers spéciaux.

Signature le 9 décembre, à Rome, de la Convention relative aux travailleurs « *migrants* ».

Union de l'Europe occidentale.

La conférence de l'OTAN a pris connaissance d'un rapport établi par la commission militaire de l'U.E.O. sur la *standardisation des armements.* On sait qu'il existe en outre un projet de mise en commun franco-italo-allemand des fabrications.

Auparavant, les ministres de l'U.E.O. ont constaté que la ligne de clivage ne passait pas entre eux et l'OTAN, mais souvent *à l'intérieur de l'U.E.O. elle-même*. Par exemple : le différend anglo-allemand, qui porte à la fois sur le niveau des effectifs britanniques stationnnés en République fédérale et le règlement des frais en stationnement de ces troupes ; et surtout la tendance de Londres, en dépit de toutes les dénégations verbales, à retrouver avec Washington le directoire anglo-saxon de la guerre.

De toute façon, en dépit de la signature d'une convention relative au commandement des forces nationales et d'une promesse faite par les ministres des 7 à l'Assemblée commune, l'U.E.O., née en janvier 1955 de l'échec de la CED, reste une institution fantomatique.

Euratom.

C'est la seule des trois communautés européennes dont le choix du président ne soit pas, au moment où nous traçons ces lignes, objet de contestations. Euratom aura sa Commission exécutive présidée par *M. Louis Armand*, actuellement président de la S.N.C.F., et qui est d'ailleurs le père du traité sur la Communauté atomique européenne.

Organisation européenne de coopération économique.

Le *Comité intergouvernemental* que préside le ministre britannique Maudling étudie toujours le rapport en 48 points élaboré par celui-ci. Sur trois points, l'accord est loin d'être obtenu : place de l'agriculture dans la zone de libre échange, participation des pays insuffisamment développés, nécessité d'une harmonisation des économies (réclamée par les 6, repoussée par la Grande-Bretagne).

Marché commun.

Le traité est maintenant ratifié par les parlements des Six. Voici le calendrier des ratifications, intéressant en lui-même et par les précisions qu'il apporte :

1) *République fédérale allemande :* 5 juillet, au Bundestag à mains levées ; 19 juillet, au Bundesrat, à l'unanimité ;
2) *France :* 9 juillet, à l'Assemblée nationale (342 voix contre 239) ; 24 juillet, au Sénat (222 contre 70) ;
3) *Italie :* 30 juillet, à l'Assemblée (311 contre 144) ; 9 octobre,

au Sénat (à mains levées, 54 communistes votant contre) ;

4) *Luxembourg :* 26 novembre, à la Chambre unique (46 voix contre 3) ;

5) *Belgique :* 19 novembre, à la Chambre (174 voix contre 4) ; 29 novembre, au Sénat (134 contre 2) ;

6) *Pays-Bas* : 4 octobre, à la Chambre (114 voix contre 12) ; 4 décembre au Sénat (46 contre 5).

Quelques observations, utiles pour l'avenir :

— En dépit de la position du ministre de l'Economie Erhard, plus favorable à la zone de libre échange qu'au Marché commun, l'Allemagne a voté massivement ;

— Les Pays-Bas présentent des scrutins presque aussi « européens » que l'Allemagne ; mais ils ont eu besoin de 2 mois entre les deux ratifications. Ce délai traduit : 1° des difficultés d'ordre constitutionnel ; 2° des réserves devant la nécessité où le gouvernement de La Haye va se trouver de relever certains droits de douane, au fur et à mesure de la création de l'union douanière.

— C"est la France qui apparait nettement comme la moins européenne des Six. Ceci est dû : 1° au nombre des voix communistes ; 2° à des réflexes nationalistes périmés ; 3° et surtout, aux difficultés françaises en matière de commerce extérieur. Il est significatif que de jeunes députés très « européens » aient déposé une motion préjudicielle de principe contre l'examen de la loi de finances avant celui de la loi-cadre promise par le gouvernement Bourgès-Maunoury au moment de la ratification — loi-cadre qui énumérera les mesures postives prises par la France pour affronter le Marché commun.

Milan vient d'entrer dans la ronde des « capitales » européennes. Après Turin, Liège, Luxembourg, etc. On sait que le gouvernement français s'est prononcé officiellement pour Strasbourg. Aux dernières nouvelles, Bruxelles et un éventuel « district fédéral » gagnent du terrain. A moins que le regroupement ne se fasse finalement pas...

La Confédération internationale des Syndicats libres a demandé une représentation syndicale dans les institutions du Marché commun : Commission européenne, Banque d'investissement, Cour de Justice.

Zone de libre échange.

On a vu plus haut que son étude se poursuit à l'O.E.C.E.

Le Comité intérimaire du Marché commun des Six n'a pu se mettre d'accord quant aux réponses à faire aux critiques des 31

autres participants du G.A.T.T. (accord général sur les tarifs). Mais une solution est en vue pour le début de 1958 : on espère que tout s'arrangera. Mais il faut que le libéralisme du G.A.T.T. n'émascule pas l'essentiel de la Communauté économique européenne : à savoir, l'élaboration d'une politique commune.

Divers

A Amsterdam s'est tenu, sous la présidence du prince Bernhard, le Congrès de la Fondation européenne de la Culture, en présence de la reine Juliana, du chancelier Adenauer et de M. Paul-Henri Spaak.

Une conférence franco-allemande a eu lieu à Bad-Godesberg sous les auspices du Mouvement européen : Pacte atlantique et Eurafrique en ont été les thèmes principaux.

M. François-Poncet y critiqua vivement la politique anglo-américaine, cependant que M. René Mayer, ex-président de la Haute Autorité, mit le mauvais fonctionnement de l'OTAN au compte de la non application du traité de 1949 (lequel suggérait la constitution d'un « Conseil atlantique » formé par des ministres *ad hoc* de chaque gouvernement). Sur l'Eurafrique, M. Carlo Schmid fut le seul, du côté allemand, à proposer des investissements européens immédiats dans les territoires africains. Les déclarations de M. Diori, vice-président noir de l'Assemblée nationale, firent une grande impression sur les participants : « *Notre indépendance serait factice et stérile ; nous avons choisi librement la communauté franco-africaine avec ses implications : le Marché commun et l'Eurafrique* ».

Un « Congrès du Peuple européen » a été organisé à Turin. Ses participants ont été « élus » par 7 villes européennes, sur des listes uniques bloquées. Le résultat de ces curieuses élections n'a pas répondu à l'attente des organisateurs. Si 11 % de la population se sont dérangés à Strasbourg (et l'on comprend pourquoi : tout ce qui est européen intéresse une ville qui voudrait bien devenir la capitale de l'Europe), les pourcentages ailleurs se révèlent catastrophiques : 2,5 % à Anvers, 1,5 % à Genève et à Turin, 1 % à Lyon, 0,7 % à Milan (fief des organisateurs italiens) et 0,4 % à Dusseldorf. Une telle opération prétenduement destinée à dresser, par des méthodes pseudo-révolutionnaires, « le » peuple européen contre les gouvernements, risque d'être très préjudiciable à l'idée européenne. L'unité de l'Europe ne se fera pas par des coups de dés ou par des entreprises improvisées.C'est une chose sérieuse, qui réclame méthode et application.

Bernard VORGE

ETUDE

UNE ENQUÊTE
sur la Jeunesse

A quelqu'un qui, devant les résultats d'une enquête menée aux Etats-Unis sur l'état d'esprit public, exprimait son étonnement admiratif d'un pays, d'une société où l'immense majorité affirmait son parfait bonheur, l'un des directeurs de l'Institut Gallup expliquait : « Souvenez-vous qu'ici être malheureux ou simplement ne pas être heureux est considéré comme *unamerican.* »

Dans les villages de France, la sagesse populaire raconte l'apologue suivant : Si l'on réunissait en un seul tas toutes les misères du monde, puis que l'on demande à tous de choisir celle qui lui paraîtrait la plus légère à porter, chacun retournerait à la sienne.

C'est entre ces deux attitudes — optimisme de commande sous la pression sociale et sagesse de l'accoutumance muette à laquelle se joint sans doute la revendication passée dans l'air qu'on respire : je n'ai pas à être plus malheureux qu'un autre ! — qu'oscille l'enquête sur la jeunesse que vient de faire mener *L'Express,* comme toute celle sans doute que l'on mènera en France sur quelque catégorie que ce soit.

L'Express a donc demandé à l'Institut Français d'Opinion Publique de conduire une enquête sur l'état d'esprit et les préoccupations de la jeunesse actuelle, de ce qu'il appelle « la nouvelle vague ». L'Institut (I.F.O.P.) qui on le sait, est en quelque sorte le Gallup français, a suivant ses méthodes habituelles constitué un échantillonage représentatif de ces jeunes entre 18 et 30 ans (qui sont au total environ 8 millions) selon une proportion exacte de sexes, de catégories sociales et de situations de famille. Il leur a remis un questionnaire portant

à la fois sur leurs préoccupations personnelles et sur leur attitude devant la chose publique. Puis c'est le compte rendu de cette enquête qu'a publié *L'Express*, précédé de quelques réponses individuelles choisies par le journal et assorti de commentaires.

Une telle enquête et ses résultats en méritent certes. Sur un plan général d'abord. L'I.F.O.P. (et ses méthodes), la grande presse actuelle et l'état d'esprit moyen ambiant forment une trilogie aussi assurée que la pièce de monnaie, la boulette de pâte à mâcher et l'appareil qui les distribue. L'I.F.O.P., qui se souvient de son origine et de son modèle, vit de l'imagination américaine. Il incarne la même conception du citoyen, auquel l'urne démocratique ne suffit plus et qui a besoin de se reconnaître tout entier dans l'image de la majorité. Et cette vue ne repose pas seulement sur une conception abstraite mais sur une nécessité très pratique : pour *vendre* il faut plaire. La volonté de bonheur est très étroitement liée à la marche des affaires. Et l'I.F.O.P. qui vend des études de marché vend aussi des journaux, souvent les journaux mêmes dans lesquels sont publiées ses enquêtes de portée plus vaste. L'on connaît à ce point de vue les liens de certains de ses administrateurs avec *L'Express* précisément ou avec *Réalités*.

Cela d'ailleurs peut-être l'Institut n'en est-il pas directement conscient. Mais ses méthodes mêmes l'obligent dans une certaine mesure à ce résultat. Jamais il n'est parvenu dans ses méthodes d'interrogatoire a véritablement noter *l'intensité* des réponses : il en résulte que — quel que soit le questionnaire donné — dans un filet aux mailles si larges seul *le plus gros* est retenu, la part moyenne de l'individu, la plus mécanique, la plus extérieure, celle précisément qui lui vient de la lecture des journaux !

Il reste cependant intéressant de constater que ce qui apparaît manifestement aux yeux de la rédaction de *L'Express* comme le triomphe d'un certain gauchisme n'est en réalité que la manifestation de l'imagination même du monde moderne, imagination venue en droite ligne des Etats-Unis, pour colorée qu'elle soit par le climat français. C'est sur celui-ci que l'on peut espérer apprendre quelque chose et qui apparaîtra plus clairement en considérant les chiffres eux-mêmes.

⁂

Ceux-ci sont d'autant plus importants à considérer en eux-mêmes que les interprétations abusives ont aisément tendance à toujours renaître, parfois à se renforcer l'une l'autre. Ainsi

L'Express avait-il fait précéder la publication du rapport officiel de l'Institut d"une série de réponses particulières. Du choix très orienté de ces dernières résultait une impression qui allait bien au-delà de celle produite par le rapport lui-même. Mais ce rapport à son tour comprend, après le relevé des pourcentages de réponses données à chaque question, un florilège d'extraits de réponses destinées à en indiquer le ton. Or à nouveau ce choix, loin d'éclairer, déforme le sens des chiffres. Les exemples sont faciles à trouver. Ainsi à la question : *Croyez-vous que la société française se transformera en société de forme socialiste ?* 27 % seulement des réponses affirment le croire. Or 4 sur 6 des citations de lettres semblent, pour s'en réjouir ou le déplorer, le croire ! A la question : *Souhaitez-vous une société de forme socialiste ?* 25 % seulement répondent par l'affirmative, tandis que 4 sur 8 des citations vont dans ce même sens ! Ce procédé donne à réfléchir, n'est-il pas vrai ? Et lorsqu'à la question : « *Quel est pour les Français, le problème national* n° 1 ? 28 % répondent : L'Algérie, cela — ni les citations indiquées — ne nous éclaire sur le sens à donner à cette réponse. Mais cela n'autorise en tout cas nullement M. Henri Lefebvre à commenter : 28 % *d'entre eux se prononcent clairement, ouvertement, contre la guerre d'Algérie ! !* Surtout quand à la question : *A votre avis est-ce que la guerre d'Algérie va durer encore longtemps ?* 52 % répondent qu'ils ne savent pas et 29 % : deux ans ou davantage. On voit la sollicitation constante des chiffres.

Quoiqu'il en soit, revenons à ces chiffres eux-mêmes. L'analyse peut s'en résumer en trois points.

I. - La première et seule forte image qui en lève aussitôt — née aussi bien des réponses touchant la vie personnelle que de celles concernant la vie nationale — est la vision d'une campagne médiévale rendue incertaine par les troubles et la décomposition des valeurs, campagne désertée de ses habitants réfugiés à l'ombre du paysage plus rassurant de murailles fortifiées et de liens personnels avec celui qui les groupe et les protège. La campagne des idéologies est abandonnée, plus personne n'ose s'y aventurer ; l'on préfère les domaines plus sûrs des vérités éprouvées, des sentiments personnels, de l'amélioration individuelle de son niveau de vie. *Pensez-vous que vous pouvez avoir une influence sur les destinées de la France ?* Pensent avoir une influence réelle : 4 %. *Est-ce que l'amour a de l'importance pour vous ?* Beaucoup et assez : 80 %. *Est-ce que la fidélité vous paraît essentielle ?* Oui : 91 %. Voilà peut-être l'essentiel de toute l'enquête ! La réponse est écrasante, com-

plétée par deux autres données. *Sur le plan matériel, y-a-t-il des choses dont vous vous sentez privés ?* Vacances : 42 %. — Moyen personel de transport : 39 %. — Distractions : 35 %. — Appareils ménagers : 33 %. *Qu'aimeriez-vous savoir sur votre avenir ?* Avenir professionnel et familial : 48 %.

Serait-on tenté de conclure à un hédonisme borné, déjà les réponses sur l'amour et la fidélité en détourneraient, mais deux autres l'excluraient définitivement. *Croyez-vous qu'il soit nécessaire d'avoir un idéal pour vivre ?* Oui : 78 %. *Y a-t-il une chose pour laquelle vous êtes prêt à risquer votre vie ?* Oui : 41 %, avec en tête : Pour ma famille et mes enfants : 25 %.

Le vieux lien personnel comme seul fondement de la vie sociale est retrouvé, la vie publique s'est atomisée en petits groupes qui n'entendent avoir de rapports que de Personne à Personne, les anciens cadres ont éclaté. Il faut souligner aussi un trait général de notre civilisation que l'on retrouve chez les jeunes et qui s'allie assez bien avec leur pragmatisme, qui nourrit sans doute en grande partie leur goût de réalisations concrètes, c'est l'intérêt porté aux machines et aux réalisations techniques. A la question : *Quel est le meilleur métier que peut choisir, à notre époque, un garçon de vingt ans ?* 37 % répondent (de loin en tête) ingénieur ou technicien. Et à la question *Qu'est-ce qui va bien en France ?* 85 % répondent les P.T.T. et 64 % la S.N.C.F. !

Nous sommes ainsi — c'est clair — au plus loin de l'idéologie et rien vraiment n'autorise à parler de Droite plutôt que de Gauche.

II. - Car enfin si on le voulait vraiment que trouverait-on à gauche et que trouverait-on à droite ? On trouverait à gauche d'une façon très générale cet intérêt tourné vers les manières immédiates de vivre, cette *démythisation*, si l'on veut en faire une analyse à gauche — et on le peut —, des réalités quotidiennes, cette réduction de tous les problèmes à ce qui peut en être supporté par un seul homme. On trouverait aussi les réponses à ces deux questions. *Qu'est-ce qui vous paraît particulièrement injuste dans la société actuelle ?* L'inégalité sociale et la condition des travailleurs : 58 % (de très loin en tête). Et : *Croyez-vous que l'on puisse remédier à l'injustice ?* Oui : 63 %. On trouverait peut-être encore (mais ici il faut vraiment faire confiance à bien des idées reçues) : *Si vous deviez désigner un auteur, comme ayant plus spécialement marqué l'esprit des gens de votre âge, qui choisiriez-vous ?* Sartre : 20 % (de loin en tête).

Mais l'on trouverait à droite bien d'autres choses. L'on trouverait d'une façon tout aussi générale et tout aussi péremptoire ce dédain des idéologies, cet empirisme organisateur et ce but assigné à la politique de ménager le groupe pour en assurer la continuité. On trouverait aussi de façon plus précise un conservatisme assuré et le moindre goût possible pour le changement révolutionnaire. *Croyez-vous que la société française se transformera en société de forme socialiste ?* Oui : 27 % seulement. *Souhaitez-vous une société de forme socialiste ?* Oui : 25 %. Encore ne s'agit-il là que d'une conception très vague d'un changement, mais à la question précise : *S'il y avait en France un régime communiste, votre situation personnelle s'en trouverait-elle modifiée ?* il ne se trouve que 8 % pour répondre : oui, améliorée ! Passons rapidement enfin sur cette question un peu simpliste mais sur laquelle l'on aurait sauté, à gauche, si elle avait conclu en un sens différent : *Pour une femme, quelle est la meilleure orientation ?* Se consacrer à son foyer : 69 %. Et retenons celle-ci, tout particulièrement frappante après que nous ayons vu le peu d'attrait ressenti devant un changement purement économique : *Qu'est-ce qui ne va pas en France ?* La politique : 96 % — le régime : 90 %. Le plus fort pourcentage de toute l'enquête ! !

III. - Reste le bonheur. Est-on heureux entre 18 et 30 ans ? Oui assurément si l'on en croit la lettre des réponses. *Etes-vous heureux ?* Oui : 85 %. *Est-ce que vous croyez que vous seriez plus heureux si vous viviez ailleurs qu'en France ?* Non : 57 %. *Trouvez-vous que vous avez plutôt de la chance de vivre à l'époque actuelle ?* Oui : 53 %. *Les études que vous avez faites vous ont donné, pour réussir votre vie, une formation... ?* ...excellente et suffisante : 59 %. *Etes-vous satisfait de votre métier ?* Oui : 42 % (largement en tête). Dans un tel bonheur l'on comprend que l'on n'ait pas tellement de questions à se poser. Mais à vrai dire l'on ne peut s'empêcher de se demander soi-même si le problème n'est pas un peu plus compliqué que cela. Il semble que nous soyons ici plus proche de cette sagesse paysanne mêlée d'un peu d'orgueil dont nous parlions plus haut : « *Et pourquoi que je ne serais pas heureux ! Et puis il faut savoir se contenter de ce que l'on a, il y en a tellement qui sont plus malheureux !* » Les réponses n'évoquent pas un grand élan vers l'avenir, un dynamisme sportif à l'américaine, mais bien plutôt une sagesse. *Assez heureux... satisfait... suffisant...* voilà les mots qui enlèvent les plus forts pourcentages et qui ne correspondent sans doute pas tout-à-fait à l'impression que l'enquête cherchait à donner. Dans un questionnaire somme toute

assez réduit, cinq questions tournent autour des mots heureux, satisfait, content, chance. Et *L'Express*, ce *Elle* de la politique (en beaucoup moins intelligent), titre en claironnant *La jeunesse aurait-elle découvert le bonheur ?* un commentaire de Henri Lefebvre, philosophe marxiste, beaucoup plus désenchanté et beaucoup plus intelligent. Quelle place faire encore dans ce bonheur sage aux « types » de cinéma que ce dernier a bien raison d'évoquer, James Dean, Marlon Brando, au prestige si grand nous dit-on ? Quel pouvoir d'entraînement leur reconnaître ? Il y a là une vérité importantes à considérer. Ce genre d'enquêtes n'atteint pas la part d'inconscient, de rêve de chacun. L'on se *fait sage* pour répondre à un tel questionnaire. Cette jeunesse qui si souvent montre qu'elle veut tout, et tout à la fois, la révolte et le confort, la tendresse et la hardiesse, l'aventure et le prestige, *choisit* pour répondre et par là triche, elle qui dans la vie ne refuse vraiment qu'une chose, choisir.

⁂

Proche des choses, un peu brisée, ne croyant plus qu'à ce qu'elle sait et expérimente par elle-même, conservatrice, technicienne, voulant être heureuse, telle nous apparaît cette « nouvelle vague ». Qu'en conclure ? Peut-être d'abord qu'il n'y a pas de « nouvelle vague » ! D'après les résultats d'enquêtes semblables menées auprès de leurs aînés, il semble que ces jeunes entre 18 et 30 ans n'en diffèrent point sensiblement. Eux-mêmes en ont conscience et à la question *Croyez-vous que votre génération sera différente de celle de vos parents ?* 76 % répondent : non. Le repli sur soi est de tous les âges. Peut-être même, si l'on disposait d'enquêtes semblables, constaterait-on le même phénomène, à quelques différences près, bien au-delà de nos frontières.

A quoi cela est-il dû ? A notre civilisation même en grande partie certainement, et il importe de réfléchir là-dessus. Mais il y a d'autres facteurs qui s'exercent spécialement en France. Henri Lefebvre nous paraît doux maniaque revenant à sa manie quand il suppose que le goût du bonheur témoigné par ces jeunes est une conséquence du Front Populaire de 1936 ! Il y a d'autres causes plus proches qui expliquent en tout cas le repliement et la méfiance : la guerre et ses conséquences. Il est tout de même frappant qu'à la question *Attachez-vous de l'importance à la manière dont les gens se sont comportés pendant la dernière guerre ?* il se trouve 60 % de jeunes pour répondre : beaucoup ou une certaine importance. Et le « Major » de Cen-

trale explique très pertinemment en réponse à cette question : « *Plus ou moins, suivant qu'ils sont sincères ou intéressés, lâches ou courageux. L'indifférence me paraissant la forme conjuguée fréquente de lâcheté et d'intérêt.* » Voir l'obéissance et la fidélité punies ne porte certes pas aux grands engagements !

Est-ce à dire qu'aucune cause précise de portée générale ne soit capable d'entraîner la jeunesse actuelle ? Si, il y en a une, et une seule dans toute l'enquête : *c'est l'union politique et économique des pays d'Europe*. Et s'il se trouve 69 % pour souhaiter y voir inclure l'Angleterre, il y en a 66 % qui désire qu'y figure bien entendu l'Allemagne (1). Il y a là une donnée de la plus grande importance : la seule cause politique sur laquelle une majorité apparaisse, qui semble à la fois réaliste et digne d'engagement à la jeunesse, est la création d'une Europe unie. Aucun commentaire ne peut affaiblir ce constat. On peut juger cette jeunesse — à travers les résultats un peu grossiers nous l'avons dit d'une telle enquête — un peu trop terre-à-terre, un peu trop conservatrice, un peu trop méfiante devant la catégorie des « personnalités exemplaires » (on peut aussi dans une certaine optique très bien la comprendre) ; on peut se féliciter de son réalisme ; on ne peut pas oublier sa volonté de voir modifier le régime politique et son sens de la fidélité (les deux plus gros pourcentages de toute l'enquête), non plus que sa volonté de faire l'Europe. Il reste dans ces perspectives à prendre conscience d'une « *ligne* » qui ne sera pas Idéologie.

Bernard VORGE.

---

(1) Toutes les questions de l'enquête ont été envisagées ici.

Les Livres du Mois

LA FICTION ET LA RÉALITÉ.

Cécil SAINT-LAURENT : « *Prénom Clotilde* » (Ed. Presses *de la Cité).*

Jean DUVIGNAUD : « *L'Or de la République* » (Ed. Gallimard).

Deux gros ouvrages sont parus récemment qui mêlent de la même manière la réalité historique et politique de ces dernières années et la fiction romanesque. L'un et l'autre tendent à raconter une version de l'Histoire sous l'affabulation et l'attrait d'une histoire, l'un et l'autre tentent de saisir les réactions d'individus isolés devant un flot d'événements qui les dépassent et les emportent et d'expliquer tour à tour les premières par les seconds puis les seconds par les premières. Mais l'un est de Cecil Saint-Laurent — alias Jacques Laurent — que tout le monde affirme être *de droite,* tandis que le second est de Jean Duvignaud que tout le monde sait être *de gauche.* Voilà une bonne occasion pour tenter de comprendre quelque chose !

Clotilde donc est l'héroïne de Cécil Saint-Laurent. Elle n'a pas eu le temps de terminer son baccalauréat et ses dernières leçons d'histoire que l'effondrement de juin 40 et l'exode la font participer à un nouveau chapitre de cette histoire. Mais elle a découvert l'amour aussi avant de quitter sa petite ville et toutes les conditions sont donc réunies pour qu'elle assiste avec un maximum de curiosité et de détachement mêlés au prodigieux spectacle qui commence. N'ayant pas terminé véritablement son adolescence pour l'avoir vu coupée trop brusquement, elle demeurera cette spectatrice avide d'elle-même et des autres, dans cette attitude appelée communément absence de sens moral. Séparée de sa famille par les hasards de l'exode, la coupure aura si vité été si naturelle qu'elle ne pourra plus véritablement la rejoindre. C'est là qu'une génération nouvelle est née. De liaisons en liaisons, d'*amis* en *amis* aux deux sens ambigus que donnent à ce mot les *femmes libres,* elle connaîtra tous les camps et tous les clans de la guerre, Vichy, Paris, Londres, Alger, et toutes leurs succursales aux infinies nuances, elle assistera au renvoi de Laval et presque au meurtre de Darlan, elle sera toujours un petit regard étonné, muet, plein de doutes, posé sur les coulisses du grand drame jusqu'à ce jour de 1942 où elle nous quitte, nous laissant très impatient de ses nouvelles aventures annoncées.

On comprend aussitôt comment un tel ouvrage peut apparaître à certains esprits : de droite évidemment cette manière égale de considérer les différents camps — et ils traduisent égale par indifférente —, de droite cette façon de mêler le plaisir et l'action, de droite ce parti-pris de ramener l'histoire à la psychologie, de droite enfin cette insouciance de la *totalité* de l'histoire et du monde et cette méconnaissance de la valeur d'exemple du moindre geste avancé.

Et finalement c'est avec beaucoup de mépris que sera considéré ce livre, mépris amusé parfois chez les gens de droite qui ne le comprendront que comme une longue chronique amoureuse, divertissement dans un cadre historique bien posé.

Cela semble très injuste. Ce livre vaut beaucoup mieux. Certes il est écrit vite, dans un style d'époque, plus préoccupé de poser les faits que de jouer avec lui-même. C'est un peu le style « fonctionnel » — pour employer un mot affreux d'aujourd'hui — des romans d'action. Mais il est loin d'être sans mérites, ni même souvent sans force : c'est un style de plein air qui fait parfois songer à un admirable petit impressionnisme mineur.

L'on a dit parfois que la répétition régulière des scènes amoureuses — toutes les vingt à trente pages — n'était qu'un prétexte entièrement concerté : prétexte pour faire vendre l'ouvrage ou prétexte pour faire écouter sagement une leçon d'histoire parfois assez complexe ! Bien sûr y a-t-il là-dedans quelque volonté préméditée, mais après tout qui pourrait affirmer que ne sont pas nombreuses les natures pour lesquelles, au sein des plus grandes catastrophes ou des plus accaparantes responsabilités, ces préoccupations représentent cet exact pourcentage de temps ? En réalité la question essentielle reste celle des univers fragmentaires : peut-on en rester au plan des optiques particulières ou y a-t-il une nécessité absolue de vouloir assumer la totalité des valeurs du monde ?

A ce point de vue le livre de Jean Duvignaud est totalement différent. Nous nous trouvons dans un univers quelque peu mythique. Le roman se déroule en trois épisodes essentiels : le premier à Berlin au moment de la prise du pouvoir par le National-Socialisme, le second à la fin de la guerre d'Espagne, le troisième durant la dernière guerre dans les bandes de la Résistance. Les personnages n'ont pas grande importance, ce sont les constellations qu'ils forment qui retiennent l'attention. Trois fois en vingt ans, des êtres qui n'avait pas grand rapport entre eux se sont retrouvés, rassemblés sous la pression d'un même combat. Il doit y avoir là quelque chose de significatif, s'est dit Jean Duvignaud, et il a tenté d'en déceler le sens à travers la quête de ce graal nouveau qu'est l'or mythique de la République Espagnole. Ce livre est loin d'être indifférent, certainement le meilleur qu'ait fait Duvignaud jusqu'à présent.

Mais le ton en est constamment sombre , tendu, sans plaisir, et ce qui frappe c'est que l'auteur, on le sent, tire de ce point son sentiment de la réussite.

Or, à tout bien regarder, qu'est-ce qui est à gauche et qu'est-ce qui est à droite ? Cécil Saint-Laurent, fidèle à son habitude, nous dépeint l'aventure d'une femme perdue au milieu d'événements qui la dépassent et n'oubliant pas son plaisir. L'on peut dire dandysme, légèreté. Mais ne pourrait-on pas dire : l'auteur a besoin pour juger les événements de ce fil-à-plomb qu'est le souci du bonheur ? Clotilde sait apprécier les conduites et juger les caractères, mais au bout du compte sa règle suprême sera toujours celle-ci : il importe de sauver les corps d'abord. Il y a en elle une tendance invincible à ramener l'histoire au seul étiage où elle puisse vraiment être *éprouvée*, la peau des hommes, le bonheur. Ce n'est pas très élevé ? Certes, mais c'était précisément jusqu'à une date récente l'apanage de la gauche.

De plus en plus les critiques et les lecteurs se comportent devant les livres ou les pièces de théâtre comme les enfants au Guignol de leurs jeudis : il est là, il est là, attrapez-le ! Clotilde n'a qu'une vue intellectuelle partielle du monde ? C'est donc que Cécil Saint-Laurent est ainsi. Mais c'est lui, l'auteur, qui a posé cette vue partielle, qui nous l'a fait sentir dans un grand nombre de situations. N'y a-t-il pas là quelque chose qui la dépasse singulièrement. En vérité il y a chez Cécil Saint-Laurent une intelligence extrême. Pour avoir noté tant de petits traits vrais, il faut une appréhension beaucoup plus profonde des forces historiques qu'il y paraît d'abord. Les milieux sociaux sont admirablement compris avec les différentes pulsions qu'ils suscitent. Le libéralisme pragmatique du riche Guy de Vise est merveilleusement traité en face du besoin de dévouement du plébéien nostalgique de la féodalité, Nancroit, qui va, toujours tout d'une pièce, de la haine des Allemands à la Révolution Nationale des Chantiers de Jeunesse puis à la L.V.F., renchérissant toujours sur la condamnation des *autres* et du monde moderne. Il y a ainsi chez Cécil Saint-Laurent un héroïsme du détail qu'il est bien léger de régler d'un trait de plume.

Et par ailleurs ce qui fait la valeur du livre de Jean Duvignaud, se sont les aspects qui échappent à son projet. Les grands regroupements de personnages selon ce que l'on sait d'une histoire écoulée sont assez artificiels et ne nous ouvrent aucun aperçu historique de véritable importance. Il est toujours facile de réunir après coup des types de personnages qui auraient réagi de même devant certains événements. Et rien ne nous permet — ce qui serait beaucoup plus important — de deviner de quelle manière ils réagiraient demain devant un de ces événements, fréquents aujourd'hui, qui échap-

pent aux anciennes classifications. Ce qui reste intéressant en eux, ce sont les traits psychologiques, les coups de sonde qui échappent à l'auteur et qui montrent plus certainement comment se créent les sensibilisations, souvent psychanalytiques, à l'histoire. De ce point de vue l'ouverture du livre est très belle, où l'on nous montre les sentiments d'un pauvre entrepreneur de pauvres spectacles devant la haine montée sur commande pour faire interdire ses représentations. Il y a là une des images les plus fortes de la haine. Jean Duvignaud a dû, nous l'espérons, y repenser récemment !

Une des tares de la politique en France est d'avoir été confondue avec la littérature à droite (le monde comme décoration), avec la philosophie à gauche (le monde est dans ma tête). Ce n'est peut-être qu'une nuance dans la même irréalité française. Cela n'empêche pas de faire de bons livres, mais cela empêche sans doute de faire de la bonne politique. Et finalement le livre de Duvignaud nous apprend probablement moins que celui de Cécil Saint-Laurent qui, dans son effort assez modestement placé au départ en marge de la littérature, nous rend sensibles beaucoup de vrais aspects des politiques passionnelles menées durant la guerre. Il décape en quelque sorte le socle des réalités sur lequel doit s'appuyer toute tentative pour recréer une véritable politique.

Bernard VORGE.

DEUX ESSAIS POLITIQUES :

Maurice SCHUMANN : « *Le vrai malaise des intellectuels de gauche* » (Ed. Plon).

Paul Sérant publiait en 1956 dans la collection des *Libelles* de Jean-Claude Fasquelle, un petit livre très intéressant « Gardez-vous à gauche ». Il est aujourd'hui significatif de constater à quel point l'ouvrage de Maurice Schumann en suit pas à pas les différents thèmes : « Le vrai drame des intellectuels de gauche, écrivait Paul Sérant, tient en quelques mots : ils ne sont pas ce qu'ils prétendent être. » Le sujet est rigoureusement le même : il tourne ici et là autour de l'anathème jeté un beau jour par Sartre à ceux qui cherchaient la vérité : « Vous désespérez Billancourt ! » Cri prodigieux qui résume toute l'ambiguïté de la gauche, à vrai dire le mal dont elle meurt : elle *croit* à une société heureuse réalisée quelque part, réalisée *ailleurs*. Son idéalisme est sans cesse en porte-à-faux puisqu'elle ne peut se résoudre à ne pas défendre quand même un certain *réel* là-bas qui reste de façon indélébile coloré de son illusion.

Paul Sérant étudiait la contradiction essentielle de cette Nouvelle Gauche, Gauche véritable, Gauche chrétienne qui, avec Mendès-France, Sartre, Bourdet, *Le Monde* et Mauriac, ne pouvaient unifier ses mesures du monde et persistaient à théoriser ou à insinuer : ce qui est mal ici est bien là-bas, charte nouvelle de machiavelisme de l'intention. Maurice Schumann, dans un bref essai (64 pages), se contente d'étudier quelques textes de Sartre, Mauriac, Duverger et Bourdet pour parvenir aux mêmes conclusions : l'intellectuel de gauche à la fois trahit son idéalisme et fuit les faits. L'intention est partout maîtresse, mais ici

c'est l'intention des opprimés et des insurgés quelqu'ils soient (c'est-à-dire répondant à une mythologie de la *révolte)* qui domine, tandis que là-bas c'est l'intention des gouvernants (s'appuyant sur une volonté déclarée de *réalisation*).

Tout esprit de bonne foi connaît sans doute devant la politique un déchirement entre ce qui est et ce qu'il veut faire. Mais le scandale que créent les intellectuels de gauche naît de ces balances truquées : deux poids, deux mesures, et perpétuellement truquées par les débris et les restes d'une philosophie de l'Histoire tournée à l'état de vagues nostalgie ; et naît aussi du confort moral qu'ils en tirent, destiné il est vrai à compenser un profond malaise inconscient.

A ce point de vue l'essai de Maurice Schumann est précédé de quelques notations bien suggestives sur l'attitude orgueilleuse de l'Intellectuel qui s'est érigé en Juge faute de connaître les responsabilités. Il y a là un début d'analyse, qu'il faudrait pousser beaucoup plus loin, sur un phénomène plus général qui est la confusion en France de la politique et d'un exercice intellectuel. Mais ce qui reste encore de meilleur dans ce petit livre, intéressant comme tous ceux de l'excellente collection *Tribune Libre,* de Plon, est la revendication pour un dialogue plus généreux dans un monde, hélas ! devenu sourd.

Nous souhaitons vivement pour notre part, que Maurice Schumann soit prêt à montrer la même justice et la même attention vers tous les horizons.

***

Philippe SAINT-GERMAIN : « *La fonction patronale* » (Ed. de la Vigie, 18, rue d'Enghien, Paris).

C'est là un essai comme l'on a peut souvent l'occasion d'en lire. Il ne s'agit plus de politique directement, plus d'idéologie. C'est la vie réelle, dont on ne parle jamais. Le titre lui-même indique cette nouveauté : la fonction patronale. Qui parle des patrons sur le ton de l'essai ? C'est un mot que, lorsqu'on est *intelligent,* l'on fait mine d'ignorer. Et d'un rôle des patrons en tant que tels dans la vie de la nation ? moins encore. Et pourtant c'est là la vie quotidienne, des patrons... et des autres.

Réactionnaire ? Paternaliste ? Non. Démodé ? oui assurément. C'est là un ton tranquillement *démodé,* et Philippe Saint-Germain le tient avec assurance, pour retrouver des vérités modernes aussi qu'il faut bien finir par entendre.

Fonction économique et sociale — Fonction spirituelle — Fonction nationale, l'ouvrage est construit sur ces trois parties. Primauté des objectifs économiques sur tous les autres domaines pose au départ la première partie qui s'établit ainsi avec décision dans le monde moderne réel, mais les deux autres parties affirment l'efficacité des forces spirituelles et nationales à l'action partout dans le monde et sans lesquelles les poussées économiques elles-mêmes périclitent.

Il y a là une pensée dans la tradition des *corps intermédiaires* qui assurèrent si longtemps l'équilibre des nations. A une époque où chacun se replie dans la vie « privée », l'entreprise est devenue un noyau essentiel des collectivités. Et Saint-Germain tente d'établir les règles destinées à dominer la lutte anarchique des féodalités : bien au-delà d'un thème de rhétorique, c'est une nécessité immédiate à laquelle on ne peut échapper. Rapports des entreprises entre elles à l'intérieur de la communauté nationale, rapports à l'intérieur de l'entreprise elle-même, cet essai constitue une sorte de bréviaire intelligent des Relations publiques tant à la mode que tous les patrons devraient lire.

Bernard VORGE.

LES DEUX MORALES

Il y a deux films intéressants que l'on peut voir actuellement à Paris : « Le pont sur la rivière Kwaï » et la « Chronique des pauvres amants ». L'un est un film grandiose qui se déroule à travers la jungle birmane, l'autre se situe presque tout entier dans une pauvre ruelle de Florence. L'on a clamé à propos du premier : *absurdité de la guerre !* L'on a beaucoup moins vu, à propos du second, l'absurdité de la paix.

« Chronique des pauvres amants » est un film intéressant par la prodigieuse vérité des personnages d'abord, et puis parce qu'il montre à son sommet l'art des cinéastes transalpins pour *truquer* les vrais problèmes de la vie italienne. L'action se déroule dans les années 25 de la prise du pouvoir par le fascisme. Cependant le fascisme n'est nullement décrit comme un phénomène social ou politique, il est évoqué comme « l'événement extérieur » qui précipite les tragédies, et à la fois comme le « troisième terme » si nécessaire à l'amour. C'est lui qui sépare les couples, mais c'est dans la lutte contre lui que s'unissent les amants, c'est en face de lui que se révèlent à eux-mêmes les caractères. C'est la part d'incompréhensible de la vie que l'on veut rendre sensible aux spectateurs italiens en leur présentant ce croquemitaine de leur propre passé. Cela est si vrai que le seul fasciste qui nous soit montré d'un peu près est un de ces éternels « trotskystes » de tous les partis (qu'il serait bien intéressant d'étudier historiquement), frustré de sa révolution initiale, qui ne comprend plus et qui rêve d'en appeler aux chefs de Rome. Bien entendu cela n'a rien à voir avec les problèmes réels de l'époque. L'auteur n'explique rien, il introduit une plus grande absurdité, il *réalise* de façon romanesque la psy-

chologie de quelques-uns pour flatter et bercer le trop réel et chronique et endémique ennui de la vie italienne.

« Le pont sur la rivière Kwaï » est d'une autre taille. C'est un très grand et très beau film, peut-être enfin la vraie « Grande Illusion » de la dernière guerre. Au cours de celle-ci, les Japonais construisent à travers la jungle de Birmanie une voie ferrée d'intérêt stratégique qui doit relier Bangkok à Rangoon. Le colonel Saïto a pour mission de jeter un pont sur la rivière Kwaï en utilisant pour main-d'œuvre des prisonniers anglais capturés lors de la chute de Singapour. C'est dans ce coin de jungle, si sauvage que toute évasion en est rendue impossible, qu'arrivent le colonel Nicholson, ses officiers et ses hommes mis à la disposition des Japonais. Ne pouvant encourager des tentatives d'évasions mortelles, un seul problème se pose à Nicholson : empêcher que sa troupe se dissolve, soit réduite à l'état de coolies et à l'esclavage, lui permettre de *subsister dans l'honneur*. C'est cet effort qui va diriger toute sa conduite : maintenir un *ordre anglais* au sein de la défaite et de la dépendance. L'on comprend aussitôt ce que ce film anglo-américain tiré d'un roman français signifie pour un public français !

Pour parvenir à son but, Nicholson devra donc préserver la hiérarchie anglaise et le prestige du corps des officiers. Conformément aux prescriptions de la Convention de Genève il refuse opiniâtrement d'abord, aux risques de sa vie et des pires représailles sur ses hommes, le travail manuel des officiers. Et en même temps il exige que les soldats anglais n'obéissent qu'aux seuls ordres de leurs chefs. A chaque injonction émanant des Japonais répond un temps de silence : un sous-officier anglais reprend l'ordre auquel alors seulement il est obéi. Tous ces moments sont d'une grandeur bouleversante où l'officier japonais comprend le symbole de la dignité : c'est à un ordre anglais et anglais seulement qu'il est répondu.

Lorsqu'enfin le colonel Saïto aura cédé sur le principe d'une indépendance morale, le travail en commun pourra commencer. Car Nicholson a compris aussi le sens de la *présence*. Lui qui a ,sa vie durant, travaillé aux Indes, construit, réalisé, *ordonné*, il ne doute pas

de la force de la création anglaise. Puisqu'il ne peut s'échapper, il fuira en avant. Et bientôt, dans cette partie isolée du monde, devant une collaboration debout et non pas couchée, c'est l'officier japonais qui se sentira avoir perdu la face.

Bien sûr, Nicholson se sera un peu trop identifié à son mécanisme, à son commandement d'abord, à son œuvre ensuite. Lorsque le monde extérieur fait irruption sous forme d'un commando anglais ayant pour mission de détruire le pont, il ne sait plus faire la part de l'*esprit* qu'il a maintenu et de la réalisation elle-même. Voulant défendre l'ordre anglais contre les Japonais. il s'est peu à peu instinctivement et subtilement allié aux Japonais. Un peu égaré, il est prêt à défendre son œuvre avec les Japonais, avant de la détruire lui-même en mourant.

Il y a là une des compréhensions les plus subtiles auxquelles on soit parvenu du sens de l'ordre et du travail, compréhension d'autant plus efficace qu'elle est, l'on oserait dire, en images. Et que Nicholson ait finalement perdu sa souplesse d'esprit, qu'il ait abandonné sa faculté d'adaptation à l'imprévisible, qu'il ait par trop cédé à *l'objet* n'ôte rien à la grandeur et à la beauté de son point de départ.

Il subsiste certes dans le film quelque ambiguité bien féconde sur le fondement initial de l'attitude du chef anglais.

Est-ce la reddition juridique de Singapour, est-ce sa conviction de l'impossibilité de fait d'échapper à leur situation présente et son souci de ménager la vie des hommes qui fondent son attitude ? Les deux sans doute se renforçant l'une l'autre. Mais il reste surtout une morale plus secrète.

Morale plus secrète qui le rapproche de l'officier japonais. Car en face de celui-ci, malgré les apparences, il est faux de dire que les Anglais soient livrés à la pure force brutale. Il n'y aurait dans ce cas aucun dialogue, aucune espérance de pesée sur l'interlocuteur. Certes le code d'honneur japonais est différent, le *bushido* auquel se réfère Saïto n'est pas la Convention de Genève. Mais que la scène est belle où l'Anglais demande au Maître de fait si sa morale de soldat autorise le meur-

tre d'hommes désarmés, et où celui-ci lève les yeux vers le soleil puis rentre méditer ! Au fond tout le monde sait bien que pour l'Anglais, la Convention de Genève n'est qu'un *langage* pratique, qu'elle ne limite pas non plus sa morale, sans quoi il ne pourrait y avoir de dialogue entre eux.

Allant plus loin, on pourrait dire que le véritable allié de l'Anglais est le Japonais plutôt que l'Américain, jouisseur, et pour lequel la vie réduite à elle-même est la seule valeur, montre dans le film, que le véritable pacifisme est dans la construction de ce pont qui représente pour la civilisation un *plus* durable, au-delà de son utilisation immédiate. Celui qui est véritablement sorti de la guerre, c'est l'officier anglais ! Il a eu tort, il en est sorti trop tôt, il n'a vu qu'un fragment de la réalité ? Peut-être. N'avoir pas eu raison jusqu'au bout ne signifie pas que l'on n'ait pas eu raison quelque part.

D'une beauté de réalisation et d'images constante, d'une vraie grandeur, ce film doit être vu. Il tend, lui, à exprimer — au double sens du mot — l'absurdité d'un monde, tandis que la « Chronique des pauvres amants » la simule pour s'y complaire. Il y a là aussi deux morales.

Bernard VORGE.

Lettre d'Algérie

LA satisfaction exprimée par MM. Gaillard, Lacoste, Pineau et autres, au lendemain du vote de l'O.N.U., devrait suffire à édifier les Nationaux de France et d'Algérie ; du moment où ces messieurs disent leur contentement, cela signifie que notre Pays vient, une fois encore, de subir une défaite.

Défaite atténuée, peut-être, dans le sens où le F.L.N. ne peut se targuer d'avoir fait triompher ses thèses, mais le F.L.N. n'en a cure ; s'il ne réussit aujourd'hui il garde ses chances de l'emporter demain, et, pour les Européens d'Algérie, qu'importe un échec du F.L.N. dans le temps où les autres partis ou mouvements nationalistes musulmans marquent des points.

Or, et c'est là l'essentiel, la motion de synthèse sud-américaine n'a pu l'emporter (à *une* voix d'écart) que dans la mesure où *le Gouvernement Français a cédé :*

où *il a cédé* en obtenant du Parlement le vote de la Loi Cadre et de la Loi Electorale basée sur le Collège Unique ;

où *il a cédé* en rendant officielle la reconnaissance de l'« Armée Nationale du Peuple Algérien » du « Général en Chef » Bellounis ;

où *il a cédé* en déclarant par la voix de M. Pineau à l'O.N.U., et en le confirmant par celle de M. Gaillard à l'Assemblée Nationale, que lors des négociations en vue d'un « cessez le feu » chacun des belligérants resterait « sur ses positions pour qu'aucune partie ne puisse prendre un avantage sur l'autre » ;

où *il a cédé* en employant le terme d'« armistice militaire », reconnaissant ainsi aux bandes rebelles la qualité de belligérant ;

où *il a cédé* enfin (malgré des démentis sans conviction) en prenant certains engagements quand à une médiation de « nos amis tunisiens et marocains » (Pineau dixit) ; en précisant com-

me l'a fait M. Gaillard que les élections devront avoir lieu à l'écart de toutes les armes, ce qui suppose un retrait de l'Armée Française au même titre que celui des bandes fellagah ; en acceptant, de façon tacite pour le moins, une intervention d'une force de police internationale chargée de veiller au désarmement effectif des adversaires en présence.

..En termes clairs, la « victoire » française devant l'O.N.U. n'a été obtenue que par une nouvelle capitulation de nos dirigeants.

Cela n'est pas pour nous étonner.

Comme n'est pas pour nous étonner la reconnaissance, tant de fois démentie, mais amorcée depuis le 31 Mai 1957, et effective depuis Septembre, des bandes rebelles de Bellounis.

Une fois encore dans cette affaire, *M. Lacoste est pris en flagrant délit de mensonge.*

En effet, ne faisait-il pas démentir, le 19 Novembre, les propos tenus à Orly le 18 par M. Guilbaud, maire de Rebeval et secrétaire général de la Fédération des Maires de l'Algérois, faisant état de ces accords (notons que la protestation des Maires de l'Algérois à propos de la reconnaissance de l'« Armée Nationale » de Bellounis n'a pas été publiée par les journaux d'Alger en raison, sans doute, du rappel qu'elle contient de l'incident Guilbaud et du « démenti infirmé » du Gouvernement Général).

N'allait-il pas jusqu'à faire saisir à Alger l'hebdomadaire S.F.I.O. « *Demain* », dont les rédacteurs s'étaient, à son gré, montrés trop bavards dans l'affaire en question ?

Aujourd'hui M. Lacoste déclare : « Les trois mille hommes de Bellounis sont des hommes nouveaux. Il nous faut trouver de ces hommes nouveaux pour arriver à faire l'Algérie nouvelle... Bellounis travaille sous les couleurs françaises ».

C'est donc à l'homme nouveau selon le cœur de notre Ministre que nous allons nous adresser pour avoir des éclaircissements sur le déroulement des négociations entamées entre lui et les autorités françaises.

Le 31 Mai, à Beni-Ilemane (Mechta Kasba-Melouza), le Capitaine Fineau — le nom semble prédestiné — envoyé du Général Salan, et Bellounis eurent un premier échange de vue. Une seconde rencontre eut lieu le 3 Juin à Berarda, commune de Sidi-Aïssa. Bellounis y précisa sa position : il exigeait sa reconnaissance comme Chef de l'« Armée Nationale du Peuple Algérien » et représentant du M.N.A., et celle de Messali Hadj comme interlocuteur valable, moyennant quoi son « armée » parti-

ciperait à la pacification du territoire, mais ne déposerait pas les armes tant que ne serait pas résolu le problème algérien. Nouveau retour de Pineau à Alger, puis, troisième entrevue, décisive cette fois, le 7 Juin.

Ce jour là, *un accord était conclu aux termes duquel Bellounis était reconnu comme chef de l'A.N.P.A. (Armée Nationale du Peuple Algérien) ; il recevait du Gouvernement Français une aide en armements, habillement et médicaments. De plus, la France acceptait la clause selon laquelle l'« Armée Nationale » ne déposerait les armes qu'après règlement définitif du Problème Algérien.*

C'est donc au 7 Juin qu'il convient de faire remonter les accords entre les deux parties.

Que, depuis, des frictions se soient produites, que les exigences chaque jour accrues du « Général » messaliste aient, à certains moments, compromises l'application des dits accords ne change rien au problème.

Depuis le 7 Juin, en violation flagrante du Code Militaire et des Lois les plus formelles, *une « Armée Nationale Algérienne » existe sur le territoire français à côté de l'Autorité Militaire légale.* Les rectifications de pure forme apportées le 6 Septembre à la suite d'une intervention du Lieutenant-Colonel Vernières auprès du Chef de l'A.N.P.A., n'ont pas modifié le problème si elles en ont un peu réduit la portée immédiate. Bellounis continue à se proclamer « chef de guerre », son armée conserve sa structure propre et, si il a consenti à accepter le drapeau français, du moins nos dirigeants lui ont-ils reconnu le droit de le « doubler » de son propre étendard vert frappé du Croissant et de l'Etoile.

..*L'Algérie Nouvelle se porte bien.* Grâce à M. Lacoste et à ses complices en trahison, *elle est dès à présent dotée d'un chef militaire, d'une armée et d'un emblème national.*

Quant à la renonciation de Bellounis à sa foi M.N.A., nous restons sceptiques. Sans doute, avant la signature définitive des accords de Décembre entre lui et le représentant du Ministre Résident, lui a-t-on conseillé la patience et un peu de modération ; il ne faut pas brusquer les choses faute de tout compromettre aux yeux de l'opinion et, d'ailleurs, qu'importe ce « reniement » fait du bout des lèvres dans le temps où les plus hautes personnalités de la République sont dévouées corps et âme à Messali Hadj.

N'est-ce pas Paul Dehème, généralement bien renseigné, qui dans ses « Informations » (Lettre n° 3.487), s'interroge sur un

possible accord secret entre Pineau et le M.N.A. et insiste sur la bienveillance que ce dernier rencontrerait auprès de notre Ministre des Affaires Etrangères et de certains de ses collègues du Gouvernement.

Comme il vaut mieux pourtant avoir deux cordes à son arc, l'on continue à Paris, à entourer Ben Bellah et ses co-détenus de soins particuliers et, parlant des bandes d'égorgeurs F.L.N., *Lacoste déclare,* devant la Confédération Générale du Patronat Algérien : « *J'ai de l'estime pour les rebelles,* qui savent encaisser des revers meurtriers, mais aujourd'hui, il est trop tard. Le F.L.N. a perdu la partie. Les combattants ne peuvent plus rien. »

Si, pourtant, le F.L.N. n'avait pas totalement perdu, cette estime que se découvre pour lui le Ministre de l'Algérie l'inciterait-elle, demain, à prendre avec lui les mêmes contacts et à souscrire les mêmes engagements qu'il vient de signer avec Bellounis ?

Sans risques de nous tromper nous pouvons dès à présent répondre : OUI. *La Démocratie et ses représentants ont constamment trahi la Nation : si notre peuple ne les en empêche, ils continueront à le faire dans l'avenir comme ils l'ont fait par le passé.*

Le Gérant : Jacques POILLOT.

Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)
N° d'impression : 26. Dépôt légal : 1er trimestre 1958.

sur
tre
ues

arc,
nus
N.,
nat
als-
rd.
lus

tte
ci-
t à
vec

ent
ns-
he,
par

958.